

# Les « boss » des « pushers »

## Un aperçu des quatre grands circuits de la drogue sur le marché de Montréal

ANDRÉ CÉDILOT et MARCEL LAROCHE

Le crime organisé au Québec est comme un gros chaudron de spaghetti où les organisations se mêlent les unes aux autres pour prospérer et se partager d'immenses fortunes grâce au trafic de la drogue et aux rackets de toutes sortes.

Selon les spécialistes de la police, la drogue vient de loin au premier rang des bénéfices des gangsters qui en tirent de 10 à 13 milliards \$ par année à l'échelle canadienne. Grosso modo, il s'agit du quart du budget du Québec!

Au lieu de se faire la guerre comme dans les années 70 où on se disputait des territoires, les bandes rivales ont compris qu'il valait mieux s'allier et, d'une certaine façon, « gérer » la concurrence pour éviter les bains de sang et les ennuis avec la police.

### Quatre organisations

À Montréal, il existe quatre organisations d'envergure: la mafia italienne qui tient le haut du pavé depuis quelques décennies, les « familles » colombiennes, le Gang de l'Ouest et les motards Hell's Angels.

Les autres ont peut-être moins de panache, mais elles sont tout aussi actives. Ce sont celles des frères Dubois, ainsi que les bandes d'ethnies diverses comme les Iraniens (ils étaient les coqs du trafic d'héroïne jusqu'au milieu des années 80), les Jamaïcains, les Haïtiens, les Chiliens, les Roumains, les Asiatiques et les Mexicains. Même les Russes tentent une percée depuis l'effondrement du régime communiste, il y a trois ans.

Certains groupes ou individus du monde interlope montréalais ont des liens financiers étroits avec la mafia juive de Montréal et de New York, plus sophistiquée et beaucoup moins visible que toutes les autres organisations.

D'après la police, de 1985 à 1988, le Gang de l'Ouest aurait à lui seul importé plus de 10 000 kg de cocaïne et 300 tonnes de cannabis d'une valeur de 80 milliards \$ sur le marché noir. Depuis 1978, la mafia italienne aurait fait entrer au pays 700 kilos d'héroïne et au moins 128 tonnes de haschisch.

La Gendarmerie royale du Canada est par ailleurs persuadée qu'une partie de la saisie record de 4323 kilos de cocaïne survenue à Casey, au nord de La Tuque, à la fin de 92, était destinée à la mafia locale. L'un des camionneurs arrêtés, Christian Deschênes, 36 ans, est relié au clan sicilien.

### Le rôle de Montréal

Ce n'est pas sans fondement que Montréal est perçue depuis le milieu des années 80 comme la porte d'entrée de la cocaïne au Canada et dans le nord-est des États-Unis. Le haschisch et l'héroïne entrent aussi en grande quantité.

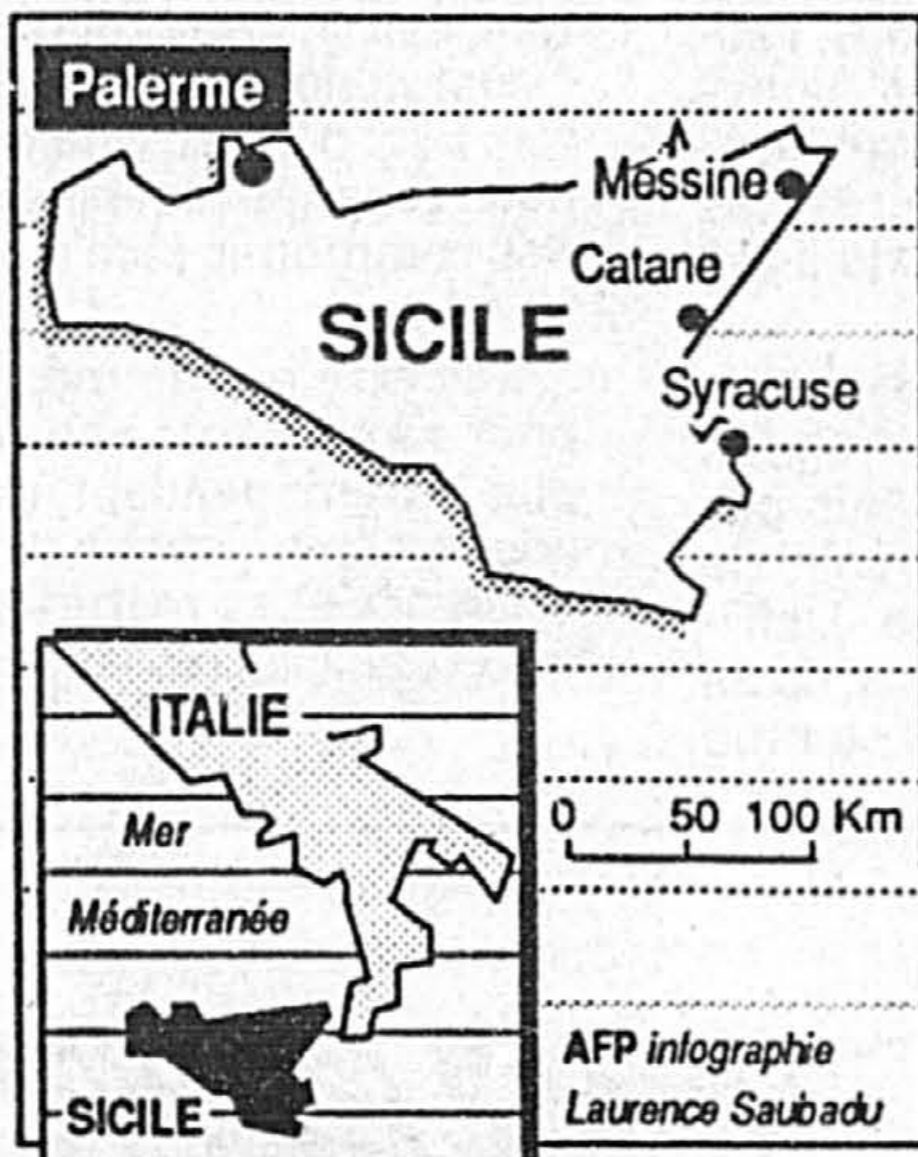
Outre le chef du Gang de l'Ouest, Allan Ross, décrit comme l'un des cinq plus gros trafiquants de drogue au monde et actuellement emprisonné aux États-Unis, Montréal a mis sur la carte l'un des nouveaux « barons » du cartel de Cali, en Colombie, Jairo Garcia.

En grande partie, c'est aussi de Montréal que le groupe Caruana/Cuntrera/Rizzuto a créé à la fin des années 70 une sorte de *holding internationale* du crime qui a sa base au Venezuela. À la tête de la « famille » Siciliana, très influente en Sicile, ils ont été les premiers autorisés par la Coupole (l'exécutif de la mafia, en Italie) à opérer à l'extérieur du pays.

En réalité, tous les groupes pigent dans le même plat, directement ou par personnes interposées. Par exemple, la mafia italienne achète l'héroïne des Libanais et importe la cocaïne directement de la Colombie; les Dubois trempent dans le commerce du haschisch avec les motards qui, eux, se spécialisent dans les drogues chimiques qu'ils refilent à la pègre italienne en échange de cocaïne.

Au milieu des années 80, la mafia montréalaise, via William O'Bront et d'autres truands exilés en Floride, a aussi été tenue responsable de 70 p. cent du trafic de diazépam entre le Canada et les États-Unis!

Comme des hommes d'affaires, cer-



La Sicile est la source, ethnique, géographique, de la mafia italienne de Montréal.

tains groupes créent des alliances et investissent dans des opérations communes afin d'obtenir la drogue à meilleur prix, tout en diminuant les pertes en cas de saisie de la police. « Il s'agit d'associations d'ordre strictement financier », soutiennent les policiers. Certains, moyennant une commission, se prêtent leurs fournisseurs et même leurs... clients.

### Les réseaux

Au Québec, la drogue est écoulée par une sorte de réseau multidivisionnel propre à chacune des organisations, lequel, en bout de ligne, compte des centaines, voire des milliers de trafiquants. Les bars et les discothèques — au moins deux sur cinq sont sous le contrôle direct de bandes organisées — servent à approvisionner les consommateurs. Certains restaurants et cafés offrent aussi des débouchés intéressants.

Même si elles conservent leurs secteurs de prédilection, les organisations n'ont plus comme dans le passé des territoires exclusifs. Ainsi, on retrouve les frères Dubois dans le fief des Italiens, ils contrôlent pratiquement tout le trafic de l'héroïne. Depuis quelques années, ils se concentrent aussi sur la vente de haschisch (ils contrôlent plus de 50 p. cent de ce marché) et surtout de cocaïne.

« Il n'y a pas de monopole à proprement parler, mais chacun des groupes écoule sa marchandise dans les endroits qu'il contrôle. La clientèle des motards, on le devine, n'est pas nécessairement la même que celle des Italiens... », expliquent les spécialistes de la police.



Certains groupes montréalais ont des liens étroits avec la mafia juive de Montréal et de New York, plus sophistiquée, moins visible.

À Montréal même, la mafia italienne serait responsable de la distribution de plus du quart de l'ensemble des drogues. En compagnie des Iraniens, des Pakistanais, des Sri-Lankais et des Indiens, ils contrôlent pratiquement tout le trafic de l'héroïne. Depuis quelques années, ils se concentrent aussi sur la vente de haschisch (ils contrôlent plus de 50 p. cent de ce marché) et surtout de cocaïne.

### La place des Hell's

En raison de fusions et d'ententes « d'affaires » — forcées ou non — avec des dizaines de petits groupes de motards au cours des années 80, les Hell's Angels sont particulièrement bien implantés en province. Ils sont aussi actifs dans le centre-ville et dans l'Est de la métropole, où ils ont la mainmise sur plusieurs débits de boissonnet arcades de jeux qui servent de points de vente de drogues.

Les Hell's, qui ont des filiales un peu partout dans le monde, incluant l'Australie, maintiennent des liens étroits avec la mafia italienne et le Gang de l'Ouest. L'organisation, dit-on, est aujourd'hui multimillionnaire!

Bien sûr, l'intimidation joue encore



C'est de Montréal que le groupe Caruana/Cuntrera/Rizzuto a créé à la fin des années 70 une sorte de *holding internationale* du crime qui a sa base au Venezuela.

un important rôle entre les divers groupes et il y a des meurtres à l'occasion, mais c'est généralement pour remettre à leur place ceux qui ne suivent pas les consignes ou qui détournent des fonds ou des marchandises. « Règle générale, les groupes *arrangent* les problèmes à l'interne », expliquent les détectives.

Au Québec, il se produit une trentaine de règlements de comptes par année. Un peu plus de la moitié sont commis sur le territoire de la CUM. À elle seule, la mafia italienne serait responsable d'une bonne vingtaine d'assassinats survenus au cours des cinq dernières années, à Montréal.

Il arrive par ailleurs que certaines organisations se débarrassent d'un mouton noir en le dénonçant... à la police. « Il suffit d'un simple coup de fil anonyme à un *narc*. C'est subtil, efficace et beaucoup moins risqué qu'un assassinat », affirme une source du milieu. Certains — on en connaît au moins deux depuis 1989 — disparaissent mystérieusement.

### Autres commerces

Si la drogue vient au premier rang des profits des gangs de criminels, ils

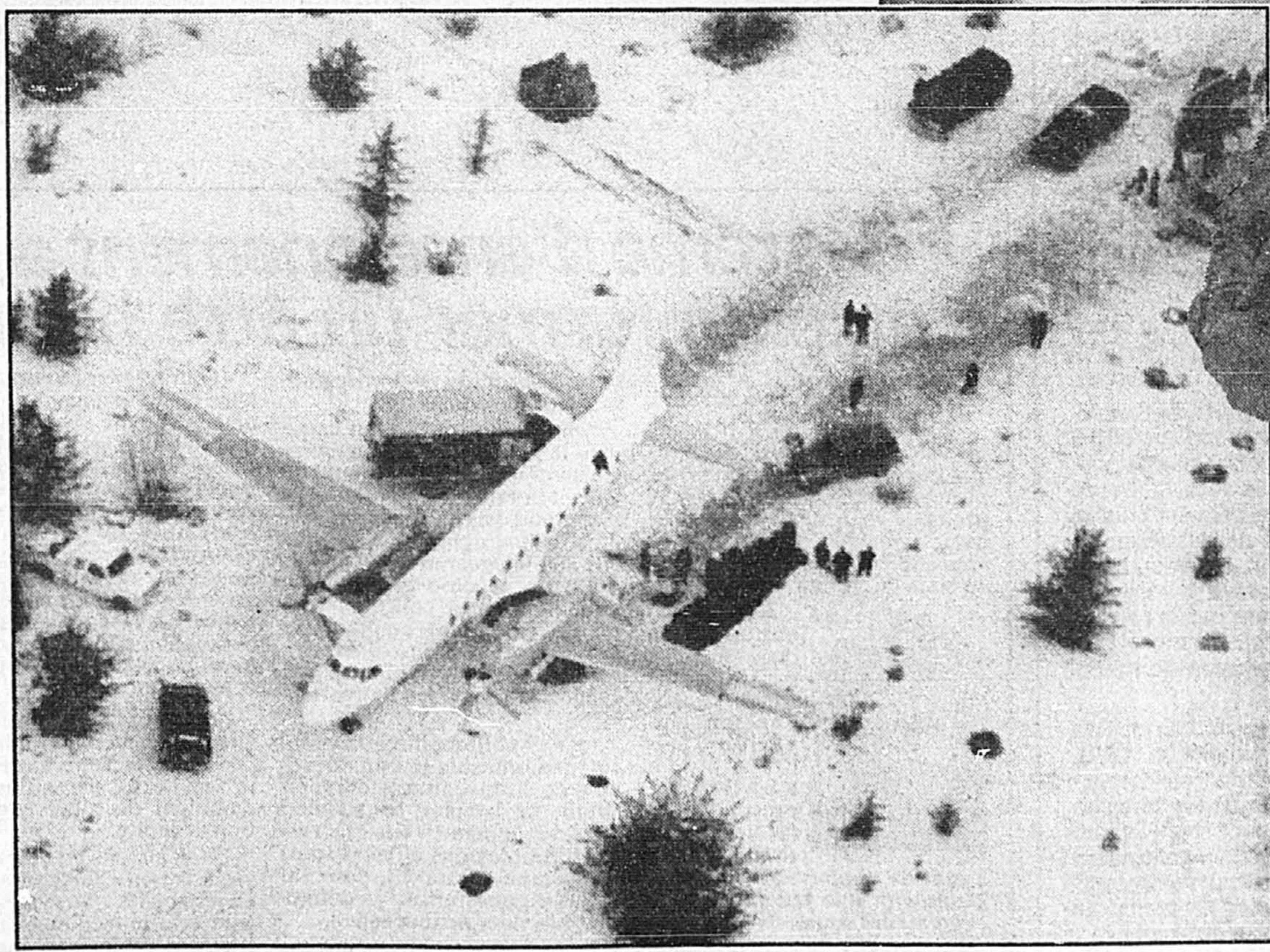
trempent aussi dans d'innombrables combines: entre autres la corruption, le trafic d'immigrants, les maisons de jeux clandestines, les machines à poker, les réseaux de vols d'automobiles, les escroqueries à grande échelle, les détournements de camions remplis de marchandises, les extorsions, le prêt usuraire, les crimes d'incendie, et, bien sûr, la contrebande d'alcool et de cigarettes.

De fait, les gangsters n'ont qu'un but: faire de l'argent. Et comment! Outre les profits faramineux de la drogue — on parle de milliards de dollars — la police estime que les machines à poker rapportent quelque 600 millions \$ par année, la contrebande de cigarettes tout autant sinon plus, et la vente de boissons après les heures d'ouverture, une quinzaine de millions \$!

Ici comme ailleurs, ils possèdent de luxueuses maisons, des terrains, des voitures, des bateaux, des immeubles d'habitation, etc. Ils font des voyages et investissent aussi dans des affaires légitimes: tours à bureaux, entrepôts, centres commerciaux, hôtels, casinos, entreprises de construction, restaurants, bars, produits alimentaires, ateliers mécaniques, firmes de transport, ventes d'automobiles, commerces de vêtements, etc.

En général, tous ces biens sont au nom d'un membre de la famille, d'un proche ou d'un fidèle « employé » de l'entreprise, lesquels n'ont souvent rien à se reprocher aux yeux de la justice. Ces « manoeuvres » permettent de blanchir les revenus tirés de leurs nombreux rackets et, dans certains cas, de se donner une certaine légalité auprès du fisc et des autres instances gouvernementales. Ils passent aussi plus facilement inaperçus dans la communauté. À tel point, soutiennent la police et des informateurs du milieu, que le public serait surpris d'apprendre les noms de quelques-uns d'entre eux...

Le plus inquiétant vient de ce qu'il s'agit seulement de la partie connue de ce monde clandestin qui est aussi à l'ère de la diversification et de la... mondialisation.



Saisie record de cocaïne, l'an dernier, à bord d'un avion, à Casey, au nord de La Tuque: rien de moins que 4323 kilos. L'un des camionneurs arrêtés, Christian Deschênes, 36 ans, est relié au clan sicilien. La GRC croit qu'une partie du chargement était destinée au marché local.

# Nouveau Brunswick

Chez nous, c'est chez vous.

Le Village Historique Acadien



Cet été, on vous attend du côté du Nouveau-Brunswick et tout particulièrement à Caraquet, où vous pourrez visiter le Village Historique Acadien: une merveille qui recrée la vie d'un village acadien d'il y a environ 150 ans!

Venez-vous-en vite! Avec son monde chaleureux, ses quais pittoresques et ses nombreuses plages sablonneuses aux eaux salées parmi les plus chaudes au nord de la Floride, c'est tout le Nouveau-Brunswick qui vous accueille!

Pour obtenir gratuitement votre Guide d'activités de vacances qui vous propose plus de 65 forfaits-vacances, appelez-nous sans frais et demandez le poste 27.

Quoi de neuf?  
1-800-561-0123  
Nouveau-Brunswick

# Éditorial

Paul Desmarais  
président du conseil  
d'administration

Roger D. Landry  
président et éditeur

Claude Masson  
éditeur adjoint

Marcel Desjardins  
directeur de l'information

Alain Dubuc  
éditorialiste en chef

## Affichage: appel à un Québec adulte

Québécois, nous sommes un drôle de peuple! Nous sommes de plus en plus pauvres. Nous sommes de moins en moins concurrentiels. Nous ne faisons que commencer à voir les effets de la mondialisation des marchés sur notre propre productivité. Nous réclamons sans cesse des gouvernements mais nous sommes cassés comme des clous, incapables collectivement de rembourser nos dettes. Nous avons laissé tomber nos valeurs traditionnelles et nous ne savons plus sur quel pied danser pour redevenir heureux et fiers et pour retrouver notre joie de vivre qui était notre grande caractéristique nationale.



Nous avons beaucoup de qualités mais il nous manque la quantité. Sept millions sur 25 au Canada. Nous sommes entourés d'une mer anglophone de plus de 200 millions d'habitants. Nous sommes désireux de prendre les grands tournants de l'histoire. Nous nous lançons timidement dans la recherche et le développement. Nous allons à petits pas vers l'exportation de nos produits. Libre-échange oblige!

Nous essayons de voir grand, globalement, universellement. Pour être au diapason des autres nations, des autres pays à l'aube de l'an 2000. Nous voulons être un modèle de société à triple plan économique, social, politique. Nous le savons trop: nos défis économiques et sociaux sont énormes.

Mais dès que nous abordons la question linguistique, nous donnons l'impression de nous refermer sur nous-mêmes. De nous replier. De nous rapetisser. D'établir une muraille de Chine autour de nous. Par besoin de sécurité, sans doute. Par prévention. Par frustration aussi par rapport à un passé encore gravé dans notre esprit et qui laissait peu de place aux francophones. Cette cicatrice n'est pas encore refermée.

Sommes-nous, Québécois francophones de souche ou d'adoption, plus adultes? Plus matures aujourd'hui qu'il y a 30 ans? Ou avons-nous encore peur des autres? Des méchants Anglais? Pourquoi sentons-nous le besoin, encore maintenant, de nous surprotéger? De conserver une sorte de ghetto linguistique? Un unilinguisme francophone qui ne correspond plus à la réalité? La présence accentuée des immigrants chez nous, l'accueil des étrangers pour fins de tourisme ou d'affaires, le besoin essentiel d'ouverture au monde sur les plans culturel, économique, social et politique ne sont-ils pas autant de réalités qui nous obligent à une plus grande largeur de vue lorsqu'il est question de langue?

Tout le monde reconnaît qu'il faut protéger et donner priorité absolue à la langue française au Québec. Le visage français de Montréal et du Québec est un atout. Mais il ne faut pas devenir sectaires en refusant aux «autres» le droit de voir, de lire, d'écouter et de s'exprimer aussi dans leur langue. L'affichage est un symbole. Ce n'est pas tout le problème de la langue. Il y a des questions beaucoup plus importantes comme

l'accès des immigrants anglophones à l'école anglaise, la francisation des PME, le statut des villes bilingues, la signalisation routière pour des fins de sécurité publique.

Face à l'affichage commercial, il nous faut élargir nos notions et permettre un certain affichage des commerces dans une autre langue, à la condition que le français soit dominant. Du simple au double? Deux tiers, un tiers? Caractères plus gros et plus gras en français? Directives applicables à tous les commerces ou aux entreprises de 50 employés et moins? Ce sont là des détails techniques.

Il faut abolir la loi 178 qui était une législation passagère. Il faut éviter de recourir à nouveau à la gênante et humiliante clause nonobstant ou dérogoire dans l'avenir, laquelle nous a fait tant de tort, vue de l'extérieur. Francophones du Québec, nous sommes capables de nous tenir debout tout en acceptant des compromis face à la langue d'affichage commercial.

En cette ère de mondialisation, alors que les pays s'unifient pour représenter une force dans ce village global on ne peut plus interdépendant, la majorité francophone d'une nation adulte démontrerait sa capacité d'ouverture, sa générosité, sa tolérance et sa maturité en acceptant un Québec français mais ouvert aux autres langues.

Claude MASSON

## Circulaires

Le cas est récent. Un citoyen de Greenfield Park refuse de recevoir du matériel publicitaire impersonnel. Un pictogramme de refus est bien en évidence sur sa porte. Un règlement municipal endorse son geste de citoyen soucieux de l'environnement.



Le facteur de Media Poste, une filiale de Postes Canada, n'en tient pas compte. Menaces verbales de la part du citoyen à l'endroit du facteur. Ce dernier dépose une plainte à la police. Possibilité d'une poursuite au criminel. Le citoyen pourrait ne plus recevoir son courrier à domicile.

Ce cas, presque une caricature, n'est pas unique. Cette pollution des circulaires exaspère de plus en plus de citoyens. Plusieurs villes, dont Montréal, ont adopté au cours des dernières années, des règlements municipaux pour contrer cette pollution. Des pictogrammes de refus sont mis à la disposition des citoyens. Les distributeurs privés de dépliants publicitaires les respectent. Mais pas Postes Canada et ses sous-traitants. Pourquoi? Postes Canada est un organisme fédéral dont le mandat est de distribuer tout le courrier — personnel et impersonnel — qui lui est confié. Peu important les règlements municipaux. Odioux!

Passe encore que les pauvres facteurs de ces filiales, payés au salaire minimum, convoqués sur appel seulement et susceptibles continuellement d'être remerciés, «obéissent» à leur employeur. Mais que Postes Canada invoque son statut d'organisme fédéral pour faire fi des règlements municipaux adoptés à la demande des citoyens, relève presque de la provocation. Pire encore, cette attitude témoigne d'une arrogance inacceptable à l'endroit des distributeurs privés. Non seulement Postes Canada leur livre une concurrence déloyale en offrant ses services à meilleurs prix, mais elle se moque des citoyens. Une tâche de plus pour cette société d'État qui devrait être privatisée depuis longtemps. A quand une mobilisation générale contre ce monstre sans tête?

Claudette TOUCAS

## Le chaos du Cambodge

Il y a un an, l'ONU mettait en branle une action de paix sans précédent: près de 20 000 Casques bleus étaient déployés au Cambodge, avec la mission d'y orchestrer des élections et de voir à l'application d'un accord de paix signé l'automne précédent à Paris. Bilan de l'opération: un pays sombrant dans le chaos, les attentats politiques et une version locale de la purification ethnique. A un mois des élections, et à quatre mois de l'expiration du mandat onusien, la pacification du Cambodge devient chaque jour plus improbable.



Il y a quelques jours, les représentants des Khmers rouges, cosignataires de l'Accord de Paris et membres du gouvernement transitoire, ont quitté la capitale, sous prétexte que leur sécurité n'y était plus assurée. Ce départ constitue en fait un pas de plus vers le sabotage des élections, prévues pour la fin mai, et vers une déstabilisation totale du Cambodge.

Les Khmers rouges, responsables de l'extermination d'un million de Cambodgiens entre 75 et 79, avaient été admis à la table des négociations de paix sous la pression de la Chine. Officiellement, ils soutiennent le traité. Mais dans les faits, ils font tout ce qu'ils peuvent pour le faire échouer. Ainsi, ils n'ont jamais accepté de désarmer. Ils ont choisi de boycotter le processus électoral. Et enfin, ils se sont lancés dans une campagne de haine contre la minorité vietnamienne (un peu plus d'un demi-million de personnes sur une population de neuf millions), présentée comme une «lutte contre l'occupant» et qui a déjà fait une centaine de morts parmi les civils.

Devant la multiplication des actes de violence, qui en plus de la population vietnamienne visent aussi le personnel de l'ONU, celle-ci vient de menacer les Khmers rouges de «condamnation, d'isolement, voire pire». Mais un peu comme les mises en garde lancées aux Serbes de Bosnie, cette menace sonne creux. Les Khmers rouges savent bien que tant que l'ONU continuera de croire que la pacification du Cambodge peut se réaliser par la voie de la discussion, elle n'osera pas couper les ponts. Et qu'ils peuvent donc poursuivre impunément leur stratégie.

Comme en Bosnie, l'ONU s'est piégée au Cambodge dans une logique diplomatique qui profite à la faction la plus violente, parce qu'elle lui permet de gagner du temps. Comme en Bosnie, en s'accrochant à cette logique, en faisant comme si la signature apposée au bas d'une feuille de papier avait plus d'importance que les gestes, on s'interdit de réprimer la violence. Et comme en Bosnie, à force de vouloir ménager la chèvre et le chou, elle a fini par se mettre tout le monde à dos. Si bien que le mandat de l'ONU, dont l'échéance arrive en août, risque de n'être pas renouvelé. A un moment où, selon toute probabilité, le pays sera au bord de la guerre civile.

La morale de tout ça? On ne soigne pas la démence «génocidaire» avec les arguments rationnels de la négociation. C'est un immense leurre que de croire que la folie meurtrière dont les Khmers rouges ne se sont jamais vraiment repentis, et qui continue d'animer les leaders serbes en Bosnie, constitue un point de départ pour quelque discussion que ce soit.

Agnès GRUDA



DRÖITS RESERVÉS

## Un système d'enseignement a pour raison d'être de former un être humain intégral

MARCEL ADAM

Les changements au programme de l'enseignement philosophique prévus dans le projet de réforme de l'enseignement collégial confirment les appréhensions des défenseurs de cette discipline.



La réforme annoncée au début du mois par la ministre de l'Enseignement supérieur, Lucienne Robillard, prévoit en effet une réduction de quatre à trois du nombre de cours obligatoires et une redéfinition du contenu des cours.

Une coalition de professeurs, d'étudiants et de gens ayant à coeur l'enseignement de la philosophie dans les cégeps, s'est mise en frais d'en appeler à la population. Elle la convie à une journée de ralliement le 24 et l'invite à adresser des milliers de cartes postales au premier ministre Bourassa.

«Le français pour apprendre à écrire. Les maths pour apprendre à compter. La philo pour apprendre à penser», dit un des slogans du regroupement.

La philosophie pour apprendre à penser. Voilà en substance la thèse que développe le professeur de philosophie Michel Morin, dans un texte remarquable que j'ai sous les yeux intitulé

«La philosophie, son enseignement, son avenir».

Selon lui, ce qui est en cause dans la philosophie et son enseignement c'est ce qui s'appelle dans l'homme la pensée. On n'apprend pas tant la philosophie qu'on apprend à travers elle «à dialoguer avec ce qui fait question et pose problème à l'homme». C'est pourquoi traiter la philosophie comme une simple matière d'enseignement, c'est la déclasser d'emblée par rapport à toutes les autres matières.

Que la philosophie et son enseignement soient considérés comme un luxe inutile et qu'on veuille les adapter, les soumettre à des impératifs tels que l'essor technologique et les besoins du marché du travail, pour lui «c'est nécessairement la défigurer et la vider de tout sens».

Sa nécessité en effet s'impose en ce qu'elle apparaît comme la seule discipline «où il soit possible d'interroger l'origine et le sens de ces impératifs, de les mettre en question du point de vue de ce qui en eux inquiète notre existence et, parfois aussi, la comble».

S'il n'existe pas dans le système d'enseignement un lieu où le sens des disciplines enseignées puisse être interrogé, l'étudiant fera des mathématiques, de la physique, de la science politique, etc., sans que la raison d'être ou le sens de ces disciplines ne soit jamais remis en question. Dans une telle éventualité le système d'enseignement ne peut plus répondre à sa vocation d'éduquer le jeune.

«Pour mériter ce nom, un système d'enseignement ne doit jamais perdre de vue sa visée primordiale, qui est son ultime raison d'être: former un être humain intégral. Cela veut dire un être humain qui ne soit pas seulement un être muni de «connaissances», «informations» et «savoir-faire», mais un être qui soit en mesure d'intégrer ces éléments dans une conception globale de son existence où ils prennent leur place et leur sens...»

Bref, l'unique enjeu de l'enseignement de la philosophie, c'est l'éclosion et l'apprentissage de la faculté de penser, indépendamment de toute considération utilitaire.

«Non au sens où cela «ne servirait à rien», précise-t-il, mais au sens où les effets visés ne peuvent être immédiatement identifiés ni récupérés, puisqu'ils concernent la formation intégrale de l'être humain, l'apprentissage d'une distanciation par rapport à toutes les autres disciplines qu'il étudie, l'éveil du questionnement et l'ouverture de la possibilité pour le jeune étudiant d'ordonner ses connaissances en fonction non seulement du travail qu'il se prépare à effectuer, mais aussi et surtout du sens qu'il entend donner à son existence.»

La philosophie est une plante très fragile. Vouloir l'inféoder à des impératifs déterminés d'en haut, sans aucun égard à la recherche et au questionnement poursuivis depuis plus de vingt-cinq ans par les professeurs de philosophie dans les divers dé-

partements, ce serait la tuer aussi certainement que de la supprimer.

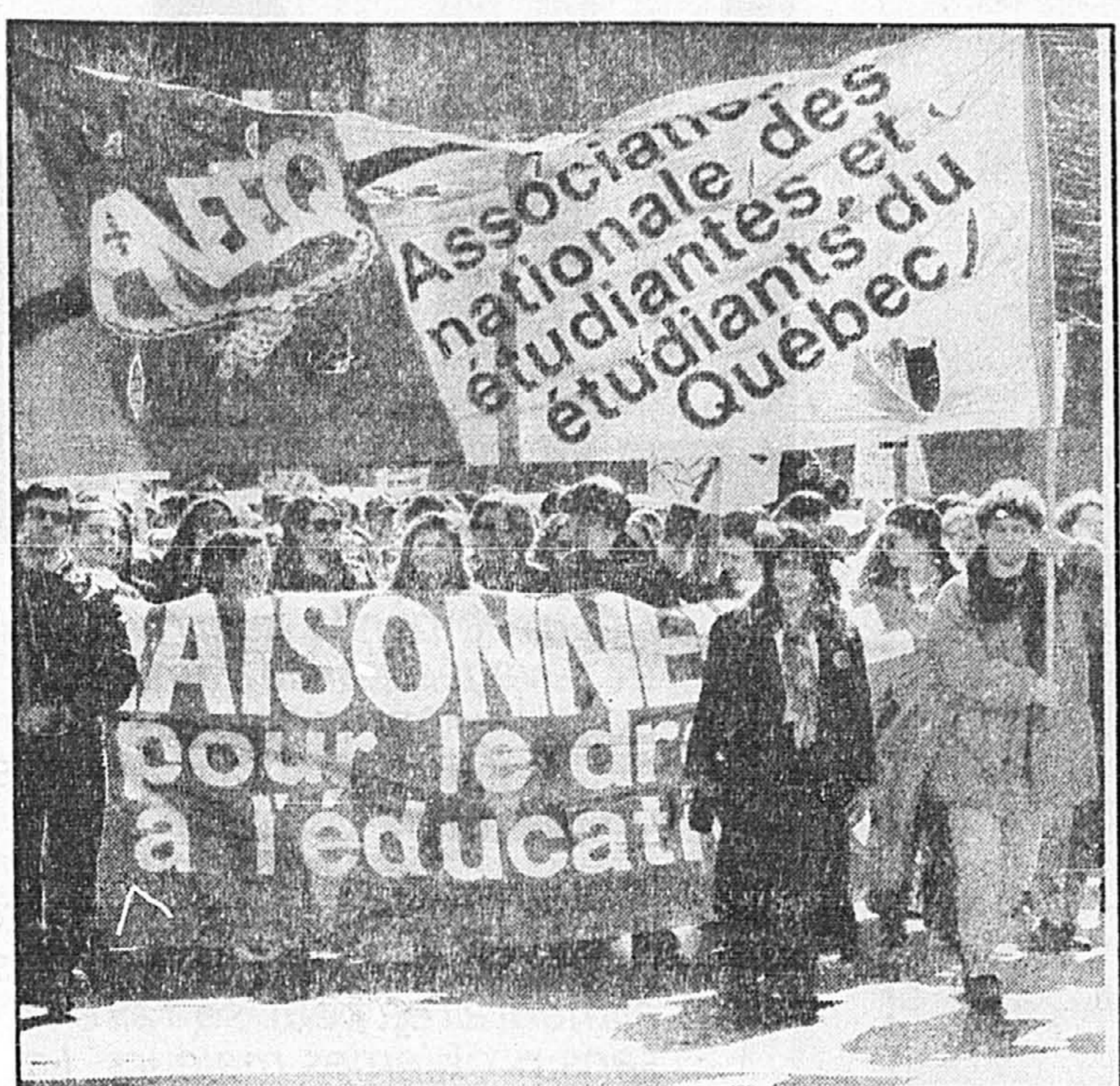
Michel Morin cite en exemple le département de philosophie du Collège Édouard-Montpetit qui, après consultation de tous ses membres, s'est doté d'un programme où les cours de philosophie sont axés sur l'étude des grandes oeuvres de la tradition, où est consacrée la liberté de chaque professeur dans le choix des textes, «à condition qu'ils soient philosophiques».

Il y aurait quelque chose du «génocide culturel» à vouloir sabrer dans cette expérience, sous prétexte d'abus ou d'indétermination.

Il pense au contraire qu'il ne faut pas craindre d'affirmer «la valeur de ce qui est indéterminé» et se cherche, de ce qui est inutile eu égard à la productivité sociale, tant qu'il s'agit de la pensée et de ce que la pensée met en jeu: l'essence de l'homme et son avenir; la capacité pour le jeune de comprendre quelque chose et de se retrouver dans le monde où il vit, particulièrement dans le monde des connaissances «où il est souvent plus assujéti que libre».

Parce que «dans le rapport à soi, à la société, à la connaissance et à la pensée» la liberté, surtout celle de penser, est une valeur irréductible, la restreindre c'est attaquer directement la source du renouvellement de la culture et bloquer durablement toutes les possibilités d'invention et de débats que seule une pensée libre rend possibles», conclut le professeur Morin.

## Opinions



Le défi de la réforme du collégial reste de dégager des orientations à partir de l'ensemble des points de vue.

## L'aspect utilitaire ne doit pas primer dans la formation des élèves

JACQUES BOISVERT

L'auteur est professeur de psychologie au cégep Saint-Jean-sur-Richelieu.

La réforme de l'enseignement collégial propose des correctifs aux lacunes dans la formation des élèves en privilégiant nettement l'angle économique et plus spécifiquement l'insertion dans le monde du travail. La mondialisation des marchés et la concurrence accrue en découlant continuent à alimenter le discours de «l'excellence». Les exigences des entreprises prennent alors sur les besoins plus personnels de formation.

Cette voie s'inscrit dans la lignée du discours américain datant du début des années 80. Face au succès économique des Japonais et à cause d'un certain retard technologique aux États-Unis, les Américains ont entrepris la réforme du système d'éducation en l'axant sur «l'excellence» (25 ans plus tôt, c'était l'avance des Soviétiques dans le domaine spatial qui avait motivé des mesures importantes visant à améliorer le système scolaire public américain à l'élémentaire et au secondaire). Le rapport *A Nation at Risk* (1983), de la *National Commission on Excellence in Education*, apparaît représentatif de ce discours sur l'excellence lorsqu'il affirme: «Our society and its educational institutions seem to have lost sight of the basic purposes of schools, and the high expectations and disciplined effort needed to attain them».

Le document *Des collèges pour le Québec du XXI<sup>e</sup> siècle* (avril 1993), du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, présente les mesures de renouveau envisagées pour le collégial: il révèle l'intention d'arrimer prioritairement la formation aux besoins du marché du travail et d'accorder plus d'importance aux partenariats économiques dans les lieux de décision des collèges. Ce choix de la ministre amène à réfléchir aux finalités de l'éducation et, plus spécifiquement, aux grandes missions de l'enseignement supérieur. (...)

Sur quoi baser les changements à réaliser au collégial? Quelles sont les sources à partir desquelles proposer des orientations? Qui est légitime pour influencer le type de finalités à privilégier? La théologie a déjà eu beaucoup d'influence. Les philosophies de l'éducation servent encore de guides valables. L'école étant une institution sociale où s'entrechoquent une multitude d'intérêts et de valeurs, il n'est pas surprenant que s'y manifestent les attentes de plusieurs groupes: la rationalisation financière du gouvernement, les exigences spécifiques des agents économiques, les opinions des citoyens et des citoyennes, les intérêts des élèves, les visions éducatives des enseignants et des enseignantes, etc. Le collège étant par nature une institution ouverte aux débats sur ses finalités propres, le défi reste de dégager des orientations à partir de l'ensemble des points de vue.

Un point de repère important pour guider le choix des orientations serait d'envisager l'éducation du double aspect de valeur extrinsèque et intrinsèque. L'éducation a une valeur extrinsèque quand, par exemple, elle prépare au marché du travail et que sa valeur repose sur celle d'obtenir un bon emploi: l'éducation sert alors à autre chose et a une valeur instrumentale. L'éducation a une valeur intrinsèque quand sa valeur est en elle-même et ne provient pas d'autre chose. Le développement de l'intelligence représente pour plusieurs la valeur intrinsèque ultime des finalités éducatives, particulièrement dans l'enseignement supérieur. Le Rapport Parent n'affirmait-il pas que la mission première de l'école est d'inculquer la passion de la vérité et le respect de l'intelligence? Dans cette optique, il serait sage de réévaluer l'intention de diminuer à trois le nombre de cours obligatoires en philo-

sophie. Cette discipline aux racines millénaires transmet en effet un héritage intellectuel incomparable, dont le vaste contenu enrichit l'élève d'idées essentielles et lui procure une occasion exceptionnelle d'exercer sa pensée.

Les conceptions de l'éducation varient selon les périodes de l'histoire et selon les cultures. Pour contrebalancer la conception actuelle dans notre culture, où la réussite sociale et économique prend parfois trop de place, il m'apparaît pertinent de rapporter quelques traits d'une personne éduquée tels que proposés par Rich (1992). Selon lui, c'est quelqu'un qui a lu des ouvrages importants passés et présents - et y a réfléchi profondément - en sciences, en sciences sociales et dans les «humanités». Cette personne aurait de plus assimilé et intégré les idéaux tirés de ces lectures, dans un cadre personnel systématique qui éclaire et influence ses pensées, ses sentiments et ses actions. Elle serait capable aussi d'exprimer son individualité, d'effectuer des choix de façon consciente et d'intégrer ses différentes activités dans un ensemble qui a du sens. Cette esquisse d'une personne éduquée montre bien qu'on est loin de la seule réussite matérielle et professionnelle; elle indique aussi le niveau d'exigence que l'on doit tenter d'atteindre.

Pour bien appréhender la situation de l'enseignement collégial, il m'apparaît nécessaire d'adopter une vision globale et systémique. Je crois d'abord qu'il faut distinguer fins et moyens: on peut être en désaccord avec certains moyens, tout en étant d'accord avec les objectifs et les orientations. Par exemple, le gouvernement suggère de faire payer 50 \$ du cours après cinq échecs au général comme moyen pour atteindre une plus grande réussite; pour viser le même objectif, je préférerais qu'un meilleur encadrement pédagogique soit fourni aux élèves éprouvant des difficultés d'apprentissage. J'ai par ailleurs la conviction qu'il faut regarder l'institution collégiale non seulement dans toute sa complexité, mais aussi dans un cadre social plus large. L'école fait partie d'une société et d'une culture qui véhiculent un certain système de valeurs (on pourrait par exemple se demander quelle place y est réservée au travail intellectuel, à la rigueur de pensée et à la discipline personnelle; rendre l'école responsable principal d'une bonne partie de ce qui ne va pas dans la société, en somme en faire un bouc émissaire, n'aide à faire avancer ni l'école, ni la société. D'autre part, l'ordre collégial vient après les ordres préscolaire, élémentaire et secondaire et avant l'université: cette évidence est pourtant souvent oubliée dans l'analyse des responsabilités et des contributions du collégial. Pensons aux lacunes en français qui ont leur source bien avant le collège et qui seraient attribuables, selon bon nombre d'enseignantes et d'enseignants, aussi bien aux méthodes et programmes déficients qu'au manque de temps consacré à l'enseignement du français.

Sans doute tout le monde souhaite une formation améliorée à nos collégiens et collégiennes, pour le bien de ces derniers tout autant que celui de l'ensemble de la société québécoise. Qu'il y ait mécontentement sur plusieurs points du projet de réforme, cela est tout à fait normal étant donné la diversité des perceptions et des intérêts. Dans un tel contexte, la voie la plus prometteuse reste l'ouverture, le dialogue et la souplesse.

Une réforme ne se décrète pas et ne devrait pas se faire en pénalisant un groupe de professeur-e-s ou une catégorie d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage. La réforme en cours peut représenter une occasion profitable d'améliorer la formation au collégial, en autant qu'il y ait une véritable participation des diverses parties concernées. L'expérience pédagogique et la compétence professionnelle de l'ensemble du corps enseignant des collèges québécois pourraient alors être réellement mises à profit.

## Il faut dépolitiser et affranchir la gestion des crédits de la culture!

PAUL GLADU

L'auteur est critique d'art.

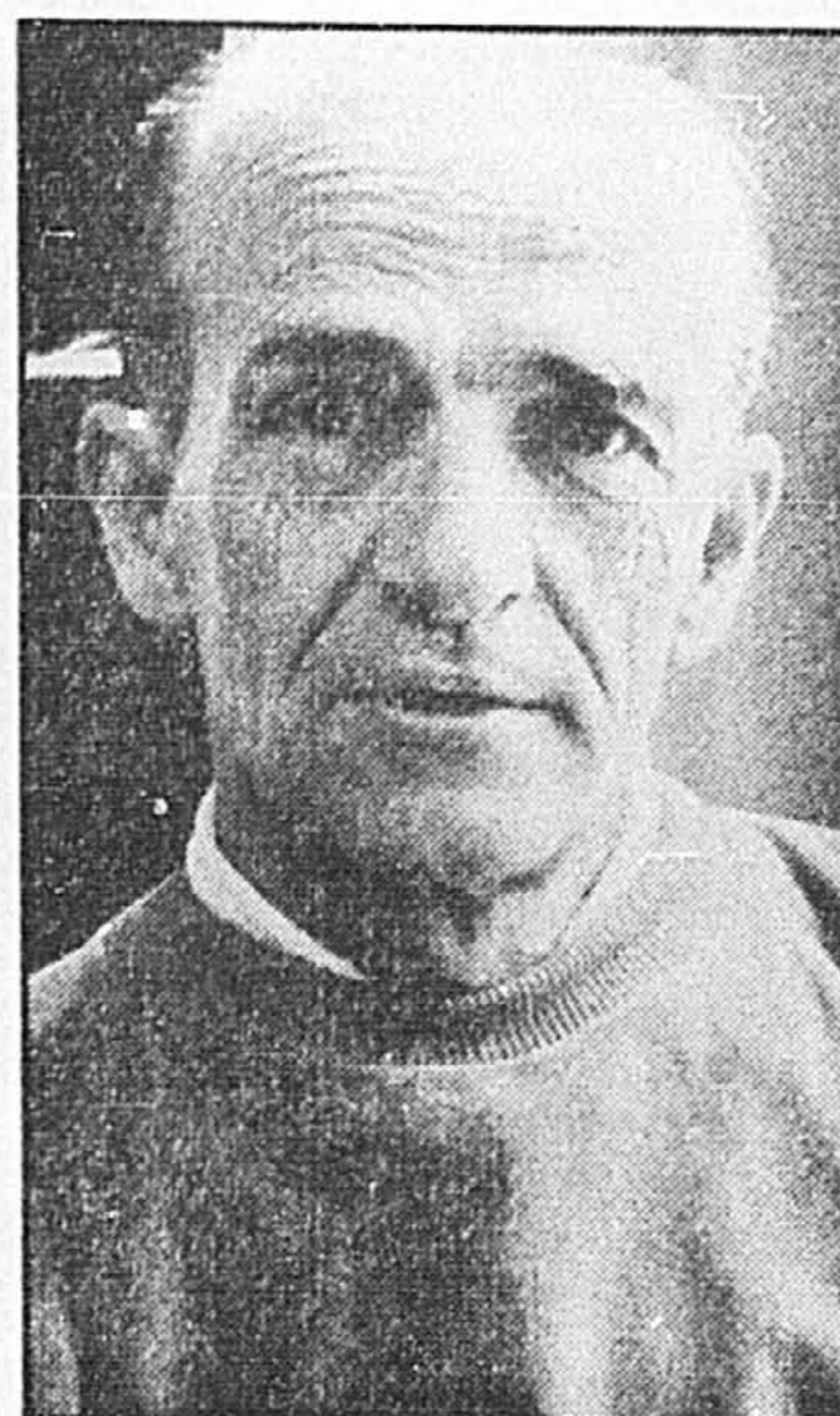
Un artiste, Michelle Sauriol, adressait récemment aux journaux une lettre qui trahissait le désarroi d'une bonne partie du milieu artistique. Partisane de l'art figuratif, elle se plaignait du fait que les adeptes de l'abstraction, appuyés par les marchands et les autorités gouvernementales, exercent une véritable dictature sur le marché des oeuvres d'art. C'est une action vérifiable qui nuit à une multitude de créateurs, trouble un grand nombre de personnes, corrompt le goût de bien des amateurs et jette la confusion chez les jeunes.

Au Canada, à Montréal et à Toronto en particulier, surtout depuis le différend entre Pellan et Borduas, on assiste depuis plusieurs années à l'invasion des arts plastiques par les littérateurs. Jamais la peinture et la sculpture n'ont suscité autant de commentaires et de théories. Évoluant en sens inverse, les oeuvres ont perdu de leur importance. Certains artistes se sont laissés embrasser au point de n'être plus que des pions et des illustrateurs au service de partis ou d'écoles. Devenus abscons, ils éprouvent souvent eux-mêmes le besoin d'accompagner leurs travaux d'explications, pour ne pas dire de traductions.

Grosso modo, tout ceci est résumé par le fait que, pour une certaine classe d'esprits «avancés», ou «avertis», le mot figuratif est devenu péjoratif, presque synonyme d'injure. Ceux-ci ont acquis une mentalité d'inquisiteurs qui ne laisse plus aucun choix à personne. On revient au «crois ou meurs»... La discrimination pratiquée autrefois par les bien-pensants des jurys officiels (le *Salon du Printemps*, à Paris, l'*Académie des Beaux-Arts*, à Londres, la *Royal Academy*, au Canada, etc.) l'est maintenant par les tenants de l'art abstrait. Au Canada, en tout cas. À Montréal, surtout.

Il n'est pas question de faire le procès de l'abstraction. Ce serait futile et inutile. Depuis l'ouverture de la galerie d'Ambroise Vollard, à Paris, et l'inauguration de la première Biennale de Venise, un siècle s'est écoulé et bien des changements se sont produits en art. On n'a qu'à nommer Malevitch, Picasso, Kandinsky, Mondrian, Klee, Duchamps, Brancusi, Miro et autres pour montrer l'incroyable évolution de la peinture et de la sculpture. Un nouveau glossaire est né: rayonnisme, suprématisme, cubisme, dadaïsme, expressionnisme, futurisme, art op, art pop, etc. Pour nous, du Québec, il faut ajouter automatisme, — cette chute du surréalisme d'André Breton et consorts.

On ne peut nier que l'art abstrait a produit des chefs-d'oeuvre. Mais, en même temps, que de déchets, que de travaux anémiques, glacés, insignifiants! Que d'objets dont l'unique mérite réside dans la signature! Que de valeurs immatérielles et éphémères! Que de tableaux et de sculptures qui



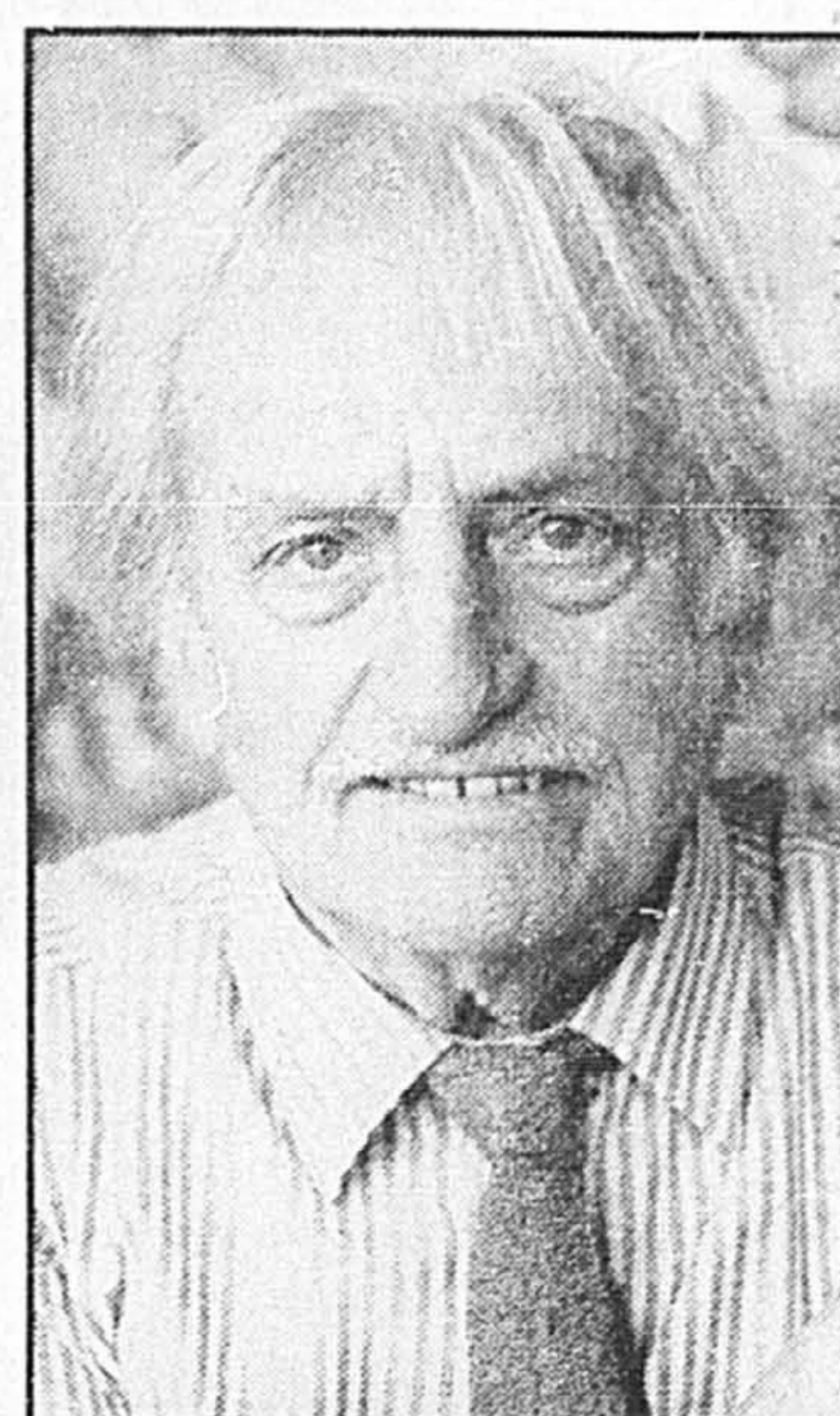
Paul-Émile Borduas

doivent leur importance aux gloses qui les accompagnent! Pour comprendre ce phénomène, allez à Ottawa voir le tableau de Barnett Newman — deux couleurs, trois bandes verticales — que le Musée des Beaux-Arts du Canada a payé 1,8 million de dollars!... On est en droit de se demander ce que penseront nos descendants de nous et de notre «civilisation».

Il est loin le temps où Borduas parlait d'accident, et celui où Molinari dessinait dans l'obscurité. Dans le manifeste automatiste *Refus global*, on méprisait l'argent et les honneurs. Les choses ont bien changé... Les principes et les systèmes se sont rétrécis, les happenings et les «performances» ont fait concurrence aux tableaux et aux sculptures, les critiques sont devenus historiens, de nombreux artistes et des chroniqueurs ont attrapé le torticolis à force de regarder du côté de New York et de Paris, ne sachant plus à quelle avant-garde se vouer!

De fil en aiguille, les acariens de la peinture ont succombé sous le poids de leur propre dialectique et, après avoir jonglé avec de grands termes (phénoménologie, épistémologie, sémiologie, etc.) ont abouti en toute logique à l'art conceptuel, c'est-à-dire à contester l'existence même de l'oeuvre! Voilà où nous ont menés les théoriciens et les castautes de l'art de ce siècle. Les mouvements et les modes, à la fois précaires et arbitraires, se sont succédé à un rythme exténuant. On n'arrive plus à garder le pas. Il est vrai qu'aux yeux des avant-gardistes professionnels les autres sont toujours en retard...

Il est devenu de bon ton de cracher sur tout ce qui est figuratif, de mépriser tout ce qui a précédé, d'admirer tout ce qui est choquant ou insolite. C'est ignorer qu'en leur temps Dürer, Hals, Goya, Callot et bien d'autres classiques de l'histoire de l'art ont étonné et provoqué leurs contemporains: ils étaient modernes, eux aussi.



Alfred Pellan

Nous sommes devant un faux débat. Ni l'abstraction ni la figuration ne sont des facteurs déterminants en art. On trouve du merveilleux et du lamentable dans les deux camps.

On ne peut que louer nos gouvernements d'accorder des bourses aux artistes. Tous savent que les premières années d'activité professionnelle sont les plus dures. Les jeunes, plus que d'autres, ont besoin d'encouragement. Mais ce qui semble incongru, c'est de donner des bourses répétées à des artistes qui n'ont rien de remarquable ou dont le principal atout est d'avoir de l'entregent ou un *curriculum vitae* impressionnant. Dans certains cas, il est scandaleux de voir l'argent des contribuables permettre à des artistes qui n'ont rien d'exceptionnel de faire de longs séjours — si ce n'est une grande partie de leur vie — à l'étranger, à Paris par exemple, sous prétexte d'y étudier ou d'accomplir des recherches. Durant ce temps, ceux-ci ne contribuent rien de valable à la vie artistique de notre société. De plus, de telles vacances sont parfois accordées à des gens «arrivés». Rappelons-nous qu'en définitive le combat se fait ici, non de l'autre côté de l'Atlantique ou aux États-Unis. Trop d'entre nous se sont exilés. Il est ridicule de les payer pour le faire...

De toute façon il est absurde d'éliminer l'esprit analytique, la sensibilité et les traditions pour tout classer bêtement en abstraits et en figuratifs. Ce critère étroit simplifie la tâche de certains fonctionnaires et comités de sélection mais oublie qu'il existe une infinité de degrés entre le réalisme figuré et la pure intellectualité!

Je crois résumer la volonté d'une multitude de créateurs et d'amants de l'art en disant qu'il faut dépolitiser et affranchir la gestion des crédits de la culture!

## Détenteurs de doctorats et chômage

GUY LAPERRIÈRE

L'auteur est professeur d'histoire à l'Université de Sherbrooke.

Automne dernier, j'ai été directement confronté avec le problème du chômage des jeunes docteurs. Responsable d'un comité de candidature pour un poste en histoire, j'ai vu arriver sur mon bureau pas moins de cinquante candidatures. La quasi-totalité des candidats avaient soutenu leur doctorat ou étaient en instance de le déposer. Certes, une quinzaine de candidatures étaient plus faibles ou ne répondaient pas à nos besoins. Mais ce qui m'a frappé, c'est la grande qualité des trente-cinq autres, dont une quinzaine d'un caractère exceptionnel. Ce fut un véritable déchirement de devoir laisser de côté d'aussi excellents dossiers. Cela pose tout le problème du chômage des détenteurs de doctorat.

Sur cinquante demandes, une douzaine de postulants occupaient déjà un emploi (mais on ne désire pas forcément rester toute sa vie en Alberta ou à Terre-Neuve quand on est Québécois!). La plupart des autres sont des jeunes qui viennent d'obtenir leur doctorat (30 entre 1990 et 1992) et qui sont sans emploi régulier. Quand je dis «jeunes», il faut s'entendre. La grande majorité (35 sur 50) ont aujourd'hui entre 32 et 40 ans. (...)

Ces jeunes auraient normalement dû trouver des postes, puisque la clientèle étudiante n'a cessé de croître et croit encore aujourd'hui. Mais voilà: depuis 1980, on vit à l'heure de la réduction des dépenses et de la rationalisation administrative. Le système des chargés de cours a pris le relais. Ce qui n'était qu'une ressource d'appoint est devenu la règle. En moyenne, c'est 40% des cours qui sont donnés par des «chargés», et cette proportion peut friser les 70% dans certaines facultés.

Plusieurs de ces chargés de cours sont des étudiants diplômés qui doivent poursuivre ce travail, faute de mieux, après le doctorat. Ils risquent de deve-

nir alors des chargés de cours «structuraux». Les plus talentueux peuvent espérer obtenir des bourses de post-doctorat, qui durent deux ou trois ans. Mais après?

On aboutit donc à un système à deux vitesses. Comme la société québécoise dans son ensemble, le corps professoral de l'université est cassé en deux. D'un côté, les professeurs réguliers profitent de tous les avantages: très hauts salaires (la moyenne annuelle est de 69 000 \$, sans compter les suppléments), un mois de vacances l'été, deux semaines d'arrêt au temps des fêtes, semaines de «relâche» à l'automne et à l'hiver, année sabbatique à tous les sept ans, où certains travaillent fort et d'autres moins, et surtout sécurité d'emploi mur à mur après la probation (cinq ans, environ).

De l'autre côté, les chargés de cours sont payés environ 4 500 \$ par cours, la charge normale d'un professeur étant de quatre cours par année. Dans beaucoup de cas, on peut dire qu'un chargé de cours est payé trois fois moins cher pour faire à peu près le même travail qu'un professeur. Car s'il veut se tenir à jour et avoir une chance d'accéder à un poste régulier, il doit poursuivre ses recherches, publier, «colloquer». On apprécie aussi qu'il participe à la vie universitaire (comités, syndicats), encore la sans rémunération. Au mieux, il occupera à l'occasion un poste de substitut, pour un an ou deux. En somme, une vie de misère à la petite semaine, sans horizon, surtout eu égard à sa compétence.

Y a-t-il une solution à ce problème? Celle qui vient spontanément à l'esprit des universitaires, c'est d'augmenter le nombre de postes réguliers. Au salaire que ces postes commandent, la solution est irréaliste, surtout dans l'état actuel des finances publiques. Sans compter que la hausse des clientèles risque de s'arrêter un jour, s'il est vrai que plusieurs étudiants sont actuellement aux études en attendant la reprise économique et pour éviter le désœuvrement.

Je n'ai pas de recette magique en poche. Même si, de toute évidence, les sa-

laire des professeurs sont trop élevés, on ne peut les diminuer car ils doivent être concurrentiels avec ceux du secteur privé (ce raisonnement ne tient guère dans le domaine des lettres et sciences humaines; mais là, on argue que tous les professeurs doivent jouir de la même échelle).

Il me semble pourtant que nos syndicats devraient se creuser un peu la tête, car il y a là un beau défi à relever. Ils se sont regroupés depuis une couple d'années à l'intérieur de la FQPPU (Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université), qui n'a guère fait parler d'elle. Il serait temps de cesser de mener des combats d'arrière-garde ou carrément rétrogrades, comme de conserver des négociations salariales séparées pour chaque université (que d'énergies gaspillées!) ou de prétendre prouver que les professeurs sont le groupe de la société le plus évalué — alors qu'on sait qu'après leur titularisation, vers 45 ans, ils peuvent s'asseoir sur leurs lauriers pour le reste de leurs jours — ou de négocier des points d'or pour des retraites anticipées sous prétexte d'ouvrir la porte aux jeunes.

Ne pourrait-on pas imaginer que la FQPPU prenne modèle sur la FTQ et son Fonds de solidarité et lance un Fonds d'établissement de jeunes professeurs? Par exemple, en permettant aux professeurs de déposer jusqu'à 20% de leur revenu dans ce fonds, en assortissant ce don de déductions fiscales alléchantes et en faisant en sorte que les fonds ainsi recueillis puissent être doublés «matched» par des fonds publics ou privés, pour créer des postes dont la multiplication même des chargés de cours prouve qu'on a le plus grand besoin.

Qu'on ne se méprenne pas sur mon propos. Je ne veux surtout pas dénigrer ici une profession à laquelle je suis profondément attaché. C'est pour cela même que je souhaite si ardemment qu'elle puisse être élargie à tous ces jeunes qui frappent à la porte, avides de faire fructifier l'investissement que la société a consenti pour leur formation.

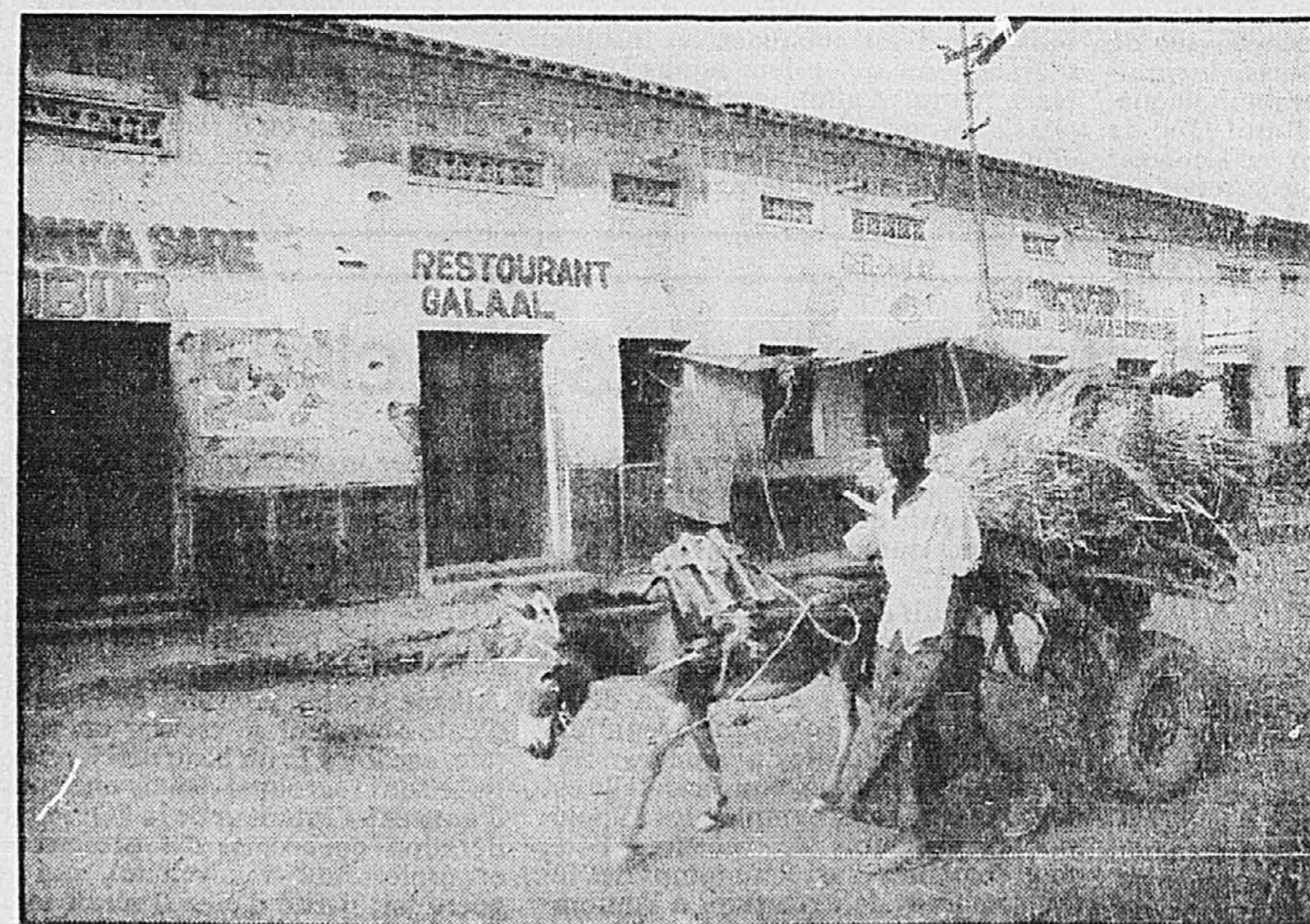
Plus

# La Somalie

Déchirée par la guerre civile et ravagée par la famine, la Somalie reprend aujourd'hui peu à peu son souffle. Après quatre mois de présence militaire alliée, la population profite d'une relative sécurité et la distribution des secours alimentaires peut se faire sans problèmes majeurs. La

famine est maintenant chose du passé. Peu à peu, la vie normale reprend son cours, mais tout reste à faire dans ce pays à l'avenir encore incertain. **La Presse** a visité récemment la province de l'Hiraan, à l'invitation de l'Armée canadienne.

PHOTO-REPORTAGE LUC-SIMON PERRAULT, *La Presse*

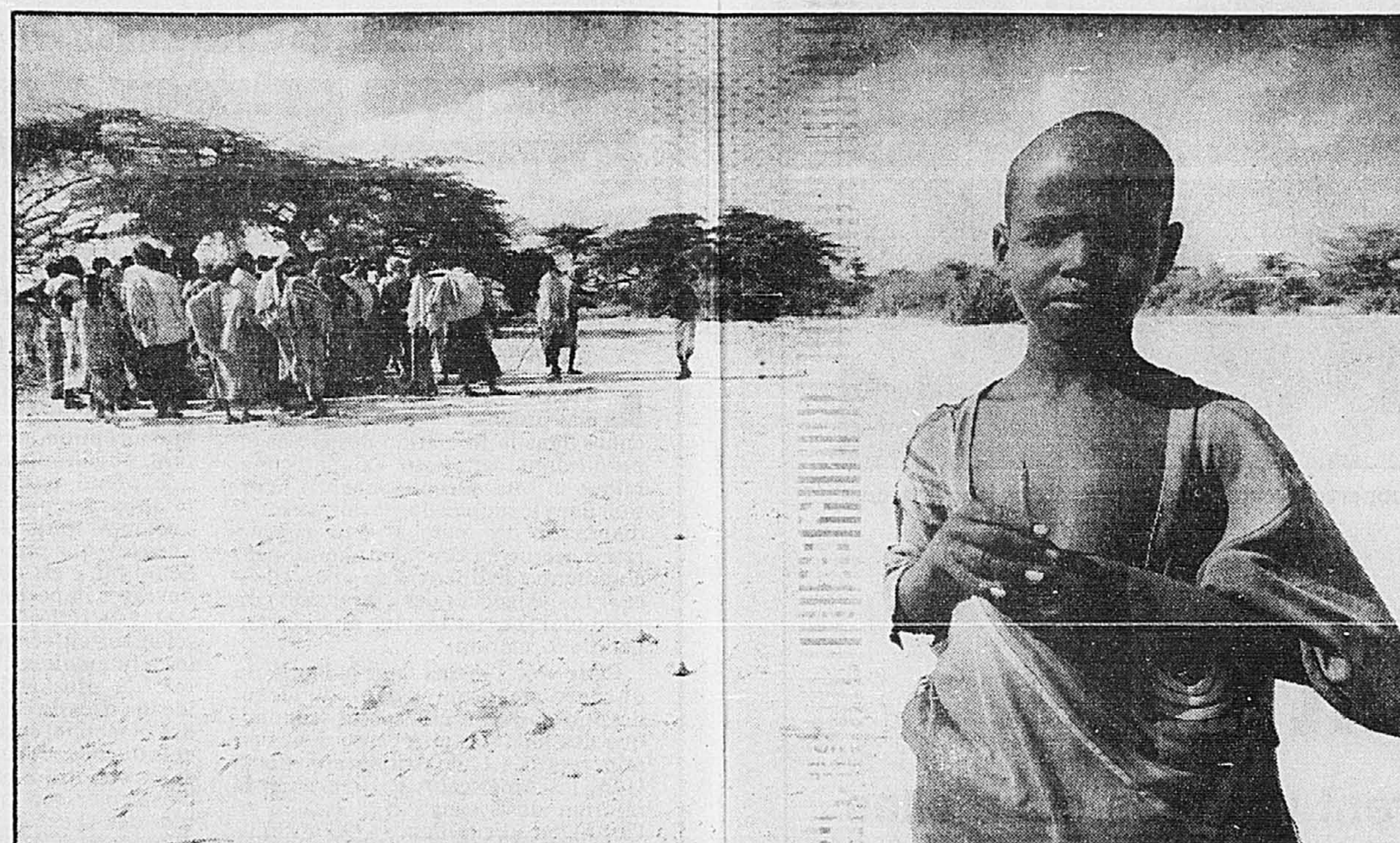


Dans un pays désertique, la quête de l'eau est une occupation vitale. Ce sont les femmes qui ont la tâche de remplir les urnes.

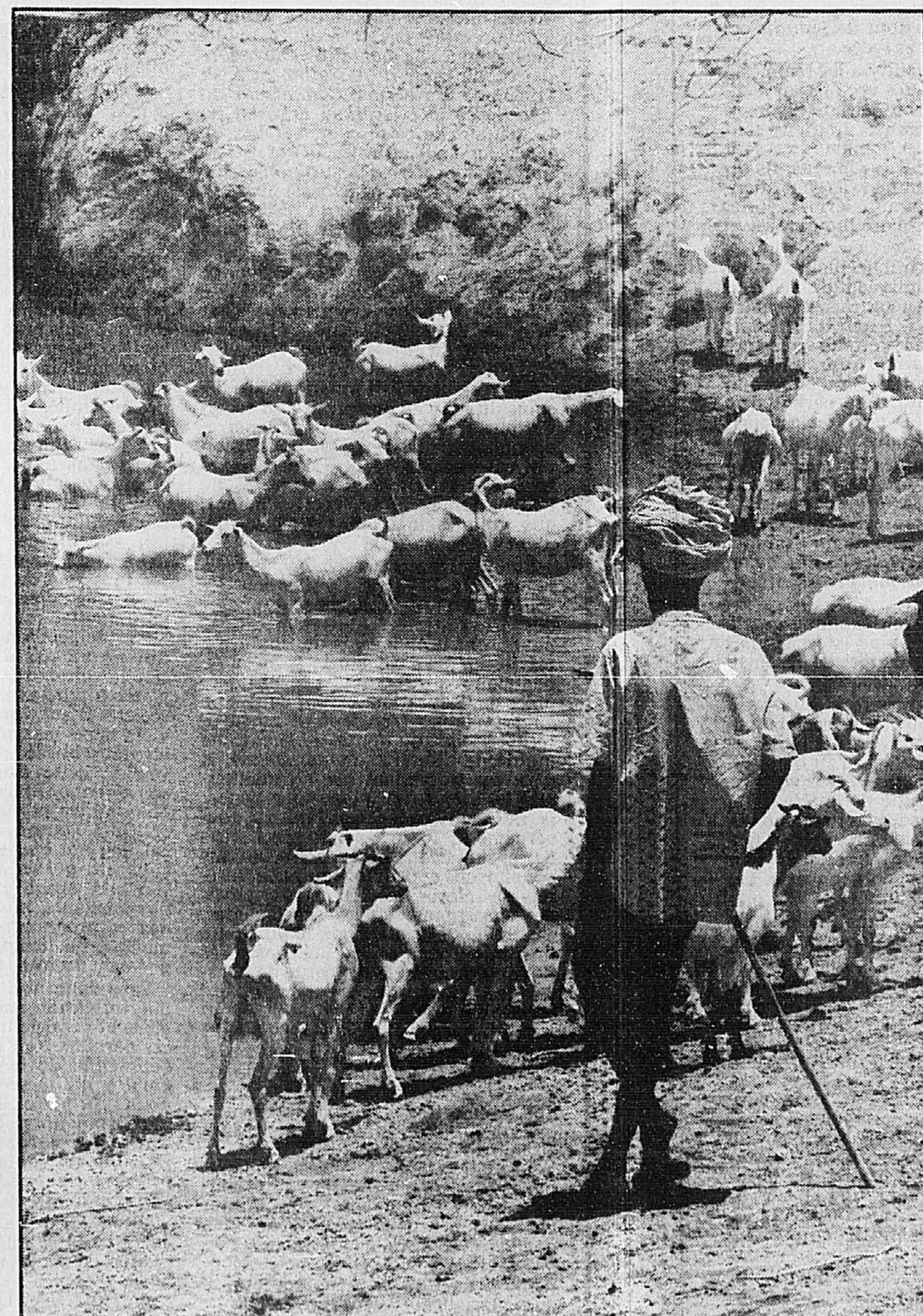
Les rues de Belet Huen reprennent peu à peu un rythme de vie normal.



Des femmes et des enfants attendent patiemment la distribution de nourriture dans un centre de la Croix-Rouge à Belet Huen.



Les enfants ont été les principales victimes de la famine. Aujourd'hui, alors que cette menace s'est éloignée, cet enfant peut espérer ne pas connaître la faim.



La Somalie ne compte que deux rivières. La Culba, et ci-contre, la Scbelli où les nomades viennent faire boire leurs troupeaux.



Dans le désert, la chaleur et la poussière sont les inévitables compagnes du soldat. Ici, le maître-adjutant Marc Desjardins juché à l'arrière d'un «Grizzly».

## Les soldats canadiens aident à rebâtir le pays

de notre envoyé spécial  
La Presse en SOMALIE

Sur la «40», la route est longue et il n'y a rien à voir. Et puis les nombreux trous et nids-de-poules rendent la conduite bien inconfortable. Parfois, un dromadaire surgit de nulle part vient briser la monotonie du paysage.

Le Grizzly tout-terrain cahote sur la piste. Avec ses six immenses roues, ce véhicule militaire peut atteindre une vitesse de 80 km/h et parfois plus, même si le dos des passagers est mis à rude épreuve. La «40», avec la «15», la «132», la «640», est l'une des pistes du désert somalien baptisées ainsi par le Premier Commando du contingent canadien en Somalie.

Le commando de parachutistes francophones fait partie du Groupe de bataille mis sur pied par l'Armée canadienne dans le cadre de l'intervention alliée en Somalie. Chargés d'assurer la sécurité des convois de nourriture et des centres de distribution alimentaire, les Canadiens ont pacifié la province de l'Hiraan, situé à 200 km au nord de la capitale Mogadiscio permettant ainsi aux organismes non-gouvernementaux, comme la Croix-Rouge ou Oxfam-Québec, de travailler en sécurité. Le Premier Commando contrôle la région située à l'ouest de Belet Huen, ville de 30 000 habitants chef-lieu de l'Hiraan et base principale de l'armée canadienne. Le Deuxième Commando assure la sécurité de la ville et le Troisième Commando la région à l'est de la ville. Une division de blindés lourds est campée au nord-est. En tout, un territoire de 21 000 km carrés couvert par près de 900 soldats. Il y a aussi 250 soldats canadiens à Mogadiscio, et 150 à Nairobi, au Kenya.

Ayant rempli leur mandat initial, les Canadiens tentent d'aider les Somaliens à rebâtir leur pays. Un pays ravagé par la guerre civile ou tout est à refaire. À Belet Huen, on a recréé les forces policières en ayant soin d'y inclure des membres de chaque ethnie ou clan. Précaution indispensable dans un pays où les susceptibilités claniques peuvent avoir des conséquences tragiques. «Nous leur donnons une formation de base», dit le capitaine Jacques Poitras, porte-parole des Forces armées, et espérons qu'ils pourront bientôt prendre la relève du Deuxième Commando. Ces policiers somaliens sont payés en nourriture grâce à un programme du World Food Center. Leurs uniformes sont fournis par l'Italie.

Dans les campagnes aussi, on réorganise les forces policières. Mais on répare également les pompes endommagées des puits et des unités médicale soignent les malades, souvent des enfants souffrant de problèmes respiratoires ou de diarrhées. Plus rarement, on rencontre des cas de malnutrition. La famine est maintenant disparue de Somalie.

Même s'ils ne sentent pas vraiment appréciés, les Canadiens ont l'impression de faire un travail utile. «Nous les voyons à travers nos valeurs et eux nous voient selon les leurs», commente le major Pomet, commandant du Premier Commando, en parlant des Somaliens.

Durant le séjour de l'envoyé de *La Presse* à Belet Huen, deux Somaliens ont été tués par des soldats du contingent canadien, dont l'un dans des circonstances

encore nébuleuses. Est-ce que malgré ces incidents les relations restent bonnes entre Somaliens et Canadiens?

«Oui», assure le capitaine Louis Lesage, responsable avec le capitaine Denis Jetté des relations avec les ONG (les organismes non-gouvernementaux) et les autorités locales. «Nous rencontrons régulièrement les responsables somaliens, nous leur proposons une aide technique et si des problèmes surgissent, nous leur demandons de nous écrire leurs plaintes. Si elles sont fondées, comme dans le cas de bétail heurté par nos véhicules, nous les dédomageons. Certains tentent d'en profiter mais nos relations sont cordiales et nous sommes souvent invités à manger par l'oukhass (guide spirituel) de la ville.»

Si la vie quotidienne des Somaliens est précaire, la vie des soldats canadiens n'est pas facile non plus. La chaleur accablante et la poussière compliquent la moindre tâche. Les patrouilles sont épuisantes, le menu répétitif et les conditions d'hébergement sommaires. Les soldats s'ennuient du pays. «Double fromage et double sauce, la pizza que je vais manger en rentrant au pays», rêve à haute voix l'adjudant-maître Marc Desjardins au moment où il monte dans l'avion le ramenant au Canada.

Malgré tout, les Canadiens contrôlent bien la région de l'Hiraan dont les habitants peuvent profiter d'un retour progressif à une vie normale. Selon le capitaine Poitras, la ville de Belet Huen offre un meilleur aspect qu'à l'arrivée des troupes canadiennes.

Qu'en sera-t-il après le départ des soldats vers le Canada, qui se fera de la mi-mai au début juillet? «Tout dépendra des structures mises en place après notre départ», dit le colonel Carol Mathieu, commandant du contingent canadien. «Disons que je suis sceptique», conclut-il.



Un blindé léger des forces armées canadiennes arrive dans un petit village du désert somalien.



Les Canadiens mettent sur pied des forces de police locales. Ici, à Gageili, à l'ouest de Belet Huen, on a apporté aux futurs officiers des uniformes.

# Téhéran la schizophrène

Une folle haine (officielle) des USA côtoie une folle envie de vivre à l'américaine



PAULE ROBITAILLE

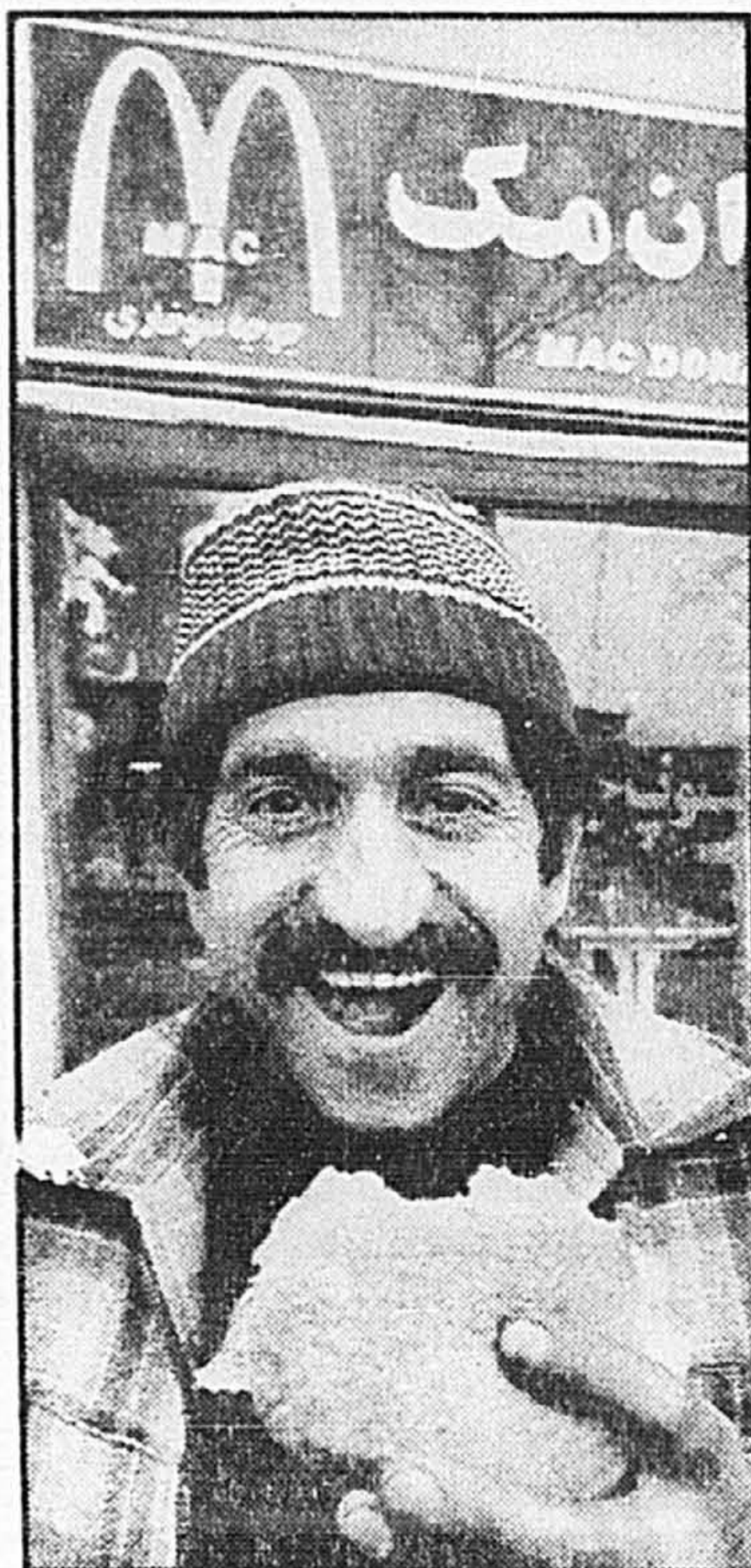
collaboration spéciale  
TÉHERAN

Le slogan populaire « À bas les États-Unis! » est toujours écrit en grosses lettres dans le hall de l'ex-Hilton de Téhéran, comme un peu partout dans la ville. La phrase est aussi chantée chaque vendredi, jour de prière, à l'Université de Téhéran. Et à chaque midi, la radio d'État diffuse un vieux discours anti-américains de l'ayatollah Khomeiny.

Pourtant, dans les rues de la capitale iranienne, le décor est tout autre: les panneaux publicitaires de marques américaines connues bombardent les artères qui fourmillent de monde et de voitures. Les néons de Kodak, d'IBM clignotent fébrilement dans la nuit iranienne pendant que des jeunes Téhéranis, habillés à la John Travolta, sifflent un Coca-Cola et mangent une pizza.

Officiellement, la haine à l'endroit des États-Unis reste toujours bien vivante dans la République islamique d'Iran, 14 ans après une révolution qui en a fait son leitmotiv. Mais le « Grand Satan » est quand même le sixième pays importateur de l'Iran. Et cela, bien que les deux États n'aient plus de liens économiques, ni diplomatiques proprement dits; le signe que la « pollution culturelle américaine » fait toujours des ravages en Iran.

Le contraste qui nous rappelle le vieil adage: « Chassez le naturel et il revient au galop. » Le naturel, c'est-à-dire les joies du capitalisme à l'occidentale, n'a jamais disparu de Téhéran si l'on en croit plusieurs habitants de la capitale. Les Téhéranis, occidentalisés sous le Shah, ont simplement caché les fruits défendus de l'Ouest chez eux depuis la révolution.



Un citoyen de Téhéran paraît apprécier cette nourriture venue de l'Ouest.

Alors, la nuit, Téhéran vit dans le péché. Chez les Jahanmardi (un nom fictif pour éviter des problèmes à mes hôtes), la vie se transforme. Madame enlève son Tchador austère pour dévoiler sa mini-jupe de cuir et sa blouse décolletée. Monsieur, lui, fait jouer un vidéo de danseuses du ventre égyptiennes à la télévision. Il offre ensuite une

tournée à ses invités et sirote lui-même un verre de brandy arménien. Si monsieur Jahanmardi est pris en flagrant délit avec un verre d'alcool à la main, il est passible d'un nombre indéterminé de coups de fouet.

## De moins en moins peur

Mais monsieur Jahanmardi a de moins en moins peur. Comme plusieurs Iraniens de classe moyenne, il a ses contacts; un « expert » qui lui rapporte des vidéos censurées d'Égypte ou d'ailleurs, un Arménien qui lui vend du brandy et un ami chez la milice du coin qui lui permet de faire la fête chez lui en toute quiétude.

Un homme d'affaire asiatique, lui, raconte qu'un fonctionnaire du gouvernement l'a conduit dans un appartement et lui a offert une prostituée iranienne.

« Finalement, ici, tout est toléré du moment que vous êtes discret », nous confie un diplomate occidental.

Et si de l'extérieur tout porte à croire que l'Iran fondamentaliste se sécularise et devient plus tolérante, de durs exemples nous rappellent que les orthodoxes sont toujours aux aguets. L'Iran a d'affreux dessous.

La république islamique recèle l'un des plus lourds dossiers des droits humains, selon Amnesty internationale.

Toujours la nuit, surtout le jeudi (comme notre vendredi), des jeunes défenseurs de l'Islam, des Basadjis, barrent les routes et arrêtent les voitures à la recherche d'infidèles. À l'approche d'un barrage, notre hôte cache ses cassettes de musique occidentale sous son siège, pendant que sa femme essuie ses lèvres colorées de rouge et place son voile comme il faut. Pris en défaut, ils peuvent être arrêtés ou battus.

Récemment, un autre diplomate occidental a vu des Basadjis sortir un

homme de sa voiture et le molester. Le diplomate a alors été repoussé à l'intérieur de sa résidence. Par la suite, il a entendu sept coups de feu. Le lendemain, le mur était taché de sang.

Les Basadjis, jadis soldats dévoués durant la guerre contre l'Irak, sont maintenant devenus des « messieurs justes » qui dérangent beaucoup les autorités policières. Ce sont souvent des adolescents — des jeunes de 13 ou

14 ans en font partie — qui sont mieux armés que les policiers. Une kalasnikov à l'épaule, le jeune Basadjis fait respecter la loi islamique.

Ces gardiens de la foi ne répondent pas du gouvernement mais d'un autre pouvoir, celui des Mullahs, du clergé, habituellement conservateur.

De là, un autre contraste, une autre confrontation: entre le gouvernement et le clergé...



Les vendredis de Téhéran apportent leurs élans de prière... et leurs discours anti-États-Unis.

## Nonne le jour, star la nuit

Les femmes riches de Téhéran vivent selon l'imam le jour, et se libèrent rentrées chez elles

PAULE ROBITAILLE

collaboration spéciale  
TÉHERAN

Mariam se déhanche, tête à la renverse, bras en croix, à la grande joie des invités mâles qui sifflent un p'tit verre de cognac iranien. Sa mini-jupe laisse entrevoir les coutures de ses bas de nylon « DIM ». Ses amies la rejoignent, envoutées par une chanson de Nathalie Cole qui joue à tue-tête. Ils s'amuseront follement jusqu'aux petites heures du matin.

La scène aurait de quoi faire se retourner l'imam Khomeiny dans sa tombe plusieurs fois. En Iran, les femmes n'ont pas le droit de côtoyer des hommes étrangers, encore moins de les inviter chez elles, et en plus, de danser devant eux. Si jamais elles se trouvent en présence de mâles inconnus, la règle veut qu'elles se couvrent de la tête aux pieds. Tout air chanté par une femme est strictement prohibé.

Pourtant, dans les quartiers cossus et occidentalisés du nord de Téhéran, la

scène est presque banale. Dans les riches demeures de là-bas, les hôtesse vous reçoivent en talons hauts, les cheveux bien frisés, portant le dernier parfum de chez Dior.

Mais le lendemain matin, la routine reprendra et les femmes de Téhéran devront se couvrir de noir de la tête aux pieds pour se rendre au bureau. Si, la veille, elles avaient des allures de star, le lendemain matin, elles ressemblent à des religieuses.

Toutes la journée, Sharnaz, la sœur de Mariam, travaille ainsi, sa tunique sur le dos et son voile sur la tête. Elle ne voit pratiquement pas un homme de la journée, puisqu'ils logent à un autre étage.

### L'atelier-cloître

Ainsi, à la vue de ces femmes toutes vêtues de noir, un voile masquant leur visage, le lieu de travail de Sharnaz fait penser à un cloître.

Si Sharnaz ne respectait pas la tenue vestimentaire, elle s'exposerait, dit-elle, à perdre son emploi ou à subir une réduction de salaire. Au bazar le dimanche, un diplomate raconte

qu'une escouade spéciale de la police sillonne les ruelles étroites et arrête les femmes qui ne sont pas couvertes comme il faut. Elles devront payer une grosse amende.

« In Iran, only women problem. Only home free! » lance Sharnaz qui veut foutre le camp au plus vite au Canada.

Dans la chaleur du hammam (bain de vapeur), seules entre femmes, elles maudissent volontiers ce régime et ses règles islamiques strictes qui les étouffent, disent-elles. Et ce n'est pas seulement la tenue vestimentaire qui les dérange mais tout ce que cela symbolise.

À Téhéran, la ville efface peu à peu les graffitis anti-américains, les hommes recommencent à porter la cravate (signe de l'Occident) mais les femmes doivent toujours se soumettre aux strictes préceptes de l'Islam.

Ici les femmes s'assoient à l'arrière des autobus. Au restaurant, elles mangent leur manteau sur le dos pour ne pas se découvrir. Elles ne peuvent pas demander le divorce, ni avoir la garde des enfants, ni devenir juges, ni étu-

dier le génie électrique. Leur témoignage en cour compte pour la moitié de celui d'un homme. Et elles sont, en général, moins bien payées que leur collègues masculins.

Cette ségrégation imposée par les lois religieuses crée une solidarité entre femmes. Grâce aux circonstances,



les Iraniennes ont appris à vivre ensemble, à s'inventer une intimité physique et sensuelle dont les femmes occidentales n'ont pas l'idée.

« Une chance qu'il y a les femmes », affirme Mariam qui a vécu 10 ans d'enfer à convaincre son mari de divorcer. Pour elle, les hommes iraniens sont des monstres. « Les meilleurs ce sont les Arméniens; eux, au moins, ils savent parler aux femmes, ils sont attentifs. » La communauté arménienne, chrétienne, est encore nombreuse à Téhéran.

Selon certaines intellectuelles, les féministes qui revendiquent un peu trop haut sont brusquement ramenées dans le « droit chemin ». Sareh d'Esfahane, une enseignante à la retraite qui refuse de donner son vrai nom, raconte qu'un jour, une professeur d'éducation physique a disparu. Elle parlait trop fort, disait-on. Plus tard, on a appris qu'elle avait été pendue.

Peu de temps après la tragédie, Sareh a décidé de prendre sa retraite. « On m'avait avertie de garder mes distances des étudiantes, confie-t-elle. Puis j'ai eu peur; peur de dire un mot de trop sans m'en rendre compte, qu'on m'arrête et qu'on me mette en prison. »

Aujourd'hui, Sareh explique que le régime est un peu plus tolérant mais encore des jeunes femmes de 17 ou 18 ans sont arrêtées et disparaissent.

Certaines n'ont pas froid aux yeux. Défiées, les femmes plus occidentalisées de Téhéran poussent les règles de tenue vestimentaire jusqu'au bout. Elles crépent leur toupet et leur voile ne couvre qu'une moitié de la tête. Elles portent des jeans sous un manteau qui va aux genoux. L'important c'est que l'on ne voie pas les formes de leur corps et que la tête soit couverte. Les variantes sont nombreuses.

Le tchador traditionnel, la marque des femmes iraniennes, perd de sa vogue. Une exception: l'Université de Téhéran. Là, les longues robes noires flottent au vent partout sur le campus. À l'entrée du complexe universitaire, il est bien écrit en toutes lettres: « L'Université: symbole de la résistance. »

« Si vous compreniez le Coran, vous verriez que les femmes musulmanes sont beaucoup plus respectées qu'chez vous, explique Heshmat, une étudiante militante en littérature. Ici, il n'y a pas de viol. On rentre chez nous la nuit tranquilles. En Occident, les femmes sont toutes traitées comme des poupées! »

Et pendant que Heshmat me parlait, Sharnaz et Mariam faisaient de la danse aérobique quelques quartiers plus au nord, question de rester sveltes et jolies.

Du vivant de Khomeiny, des jeunes femmes défilaient dans les rues de Téhéran à l'appui du chef politico-religieux.



# Le choix de Srebrenica: reddition ou écrasement

Des unités de Casques bleus ont reçu l'ordre de se diriger vers l'enclave assiégée



Cette photo transmise hier montre des civils blessés étendus à même le sol de l'hôpital de Srebrenica, après les bombardements de cette semaine.

d'après Reuter, AP et AFP  
BELGRADE

■ L'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, semblait condamnée hier à choisir entre la reddition et sa chute aux mains des forces serbes de Bosnie, à moins d'une intervention de dernière minute des Casques bleus de l'Onu. Les forces serbes ont poursuivi hier soir leur avance sur la ville bosniaque de Srebrenica, mais n'y étaient toujours pas entrés à 22H51 locales, selon un message radio des troupes canadiennes de la Force de Protection des Nations unies reçu à Sarajevo, a annoncé le porte-parole de la FORPRONU Barry Frewer.

M. Frewer a ajouté qu'il ne pouvait par conséquent pas confirmer le communiqué du ministère français des Affaires étrangères qui avait indiqué auparavant que les Serbes auraient déjà pénétré dans la ville assiégée de la Bosnie orientale.

### Casques bleus

Dans un communiqué diffusé en fin d'après-midi à Zagreb, la Forpronu (Force de protection de l'Onu) a annoncé que des unités de Casques bleus avaient reçu l'ordre de faire mouvement sur l'enclave assiégée à la suite d'un accord de principe entre les commandants de l'Onu et ceux des forces de Serbie et les Serbes de Bosnie.

«Le général Lars-Eric Wahlgren annonce qu'il a maintenant donné l'ordre à une compagnie du deuxième bataillon canadien de se rendre immédiatement à Tuzla et d'être prête à entrer samedi matin à Srebrenica». «Le général Wahlgren a été en con-

tact avec le président de Serbie dans le cadre des efforts déployés par l'Onu au cours des dernières 24 heures pour prévenir une grave tragédie humaine dans l'enclave de Srebrenica soumise à une attaque des forces serbes de Bosnie», précise le communiqué.

Aux Nations unies, on confirme que l'envoi des Casques bleus à Srebrenica a été formellement demandé par le président serbe Slobodan Milosevic, apparemment pour faciliter l'évacuation des réfugiés. La brusque détérioration de la situation dans cette partie des Balkans suscite une vive inquiétude dans les chancelleries.

### Clinton

Le président Bill Clinton a «déploré» l'avance serbe sur Srebrenica et de source informée au Pentagone on déclare que les États-Unis n'excluent pas de bombarder l'artillerie serbe en Bosnie-Herzégovine. La Maison-Blanche a fait savoir que les États-Unis avaient adressé une mise en garde aux Serbes de Bosnie, les prévenant qu'ils pourraient réclamer des sanctions internationales immédiates contre eux s'ils prenaient Srebrenica ou si la ville se rendait.

À Londres, le secrétaire au Foreign office, Douglas Hurd, s'est prononcé pour un durcissement des sanctions contre la Yougoslavie, allant jusqu'à un embargo total. «Nous proposons à présent de transformer les sanctions en blocus», a-t-il dit. Il a également souhaité la nomination d'un personnage de poids sur la scène internationale pour veiller à l'application des sanctions. La Grande-Bretagne, a-t-il dit, n'exclut pas le recours à des bombardements aériens pour couper les

voies d'approvisionnement des Serbes de Bosnie. Mais il a souligné que cette mesure n'était pas d'actualité.

À New York, le Conseil de sécurité s'est réuni à huis clos pour passer en revue la situation autour de l'enclave assiégée.

### Négociations secrètes

Sur le terrain, des négociations secrètes se sont engagées en début de journée entre les représentants des quelque 60 000 assiégés et les Serbes dont l'agence de presse yougoslave Tanjug dit qu'ils sont à moins d'un km «à vol d'oiseau» de la ville. Le général Philippe Morillon, chef de la Forpronu en Bosnie, assiste à ces négociations où il représente l'Onu.

Les défenseurs musulmans de Srebrenica veulent obtenir l'assurance que tous ses habitants, y compris les hommes en âge de porter les armes, seront autorisés par les forces serbes à quitter la ville si elle se rend, précise-t-on de source proche de la négociation. Dans le passé, les Serbes ont exigé d'inspecter les évacuations et ont empêché le départ des hommes en âge de combattre.

Quelque 28 000 réfugiés civils sont bloqués dans Srebrenica, sans compter la population proprement dite de la ville. Le Haut-Commissariat de l'Onu pour les réfugiés a dressé des plans d'urgence pour les évacuer si la ville tombe. De même source, on précise que la Forpronu est prête à reprendre ses opérations d'évacuation de Srebrenica par hélicoptères dès aujourd'hui si les forces en présence arrivent à s'entendre pour garantir la sécurité de ces vols.

### Appel de détresse

Les pilonnages serbes sur Sre-

brenica ont fait sept morts et plus de 20 blessés depuis jeudi midi, a annoncé le radio de Bosnie contrôlée par les Musulmans. L'armée bosniaque, à dominante musulmane, a lancé hier un appel de détresse à l'Onu, l'exhortant à déployer des troupes le long de la frontière serbo-bosniaque pour protéger l'enclave menacée.

«Nous demandons le déploiement d'urgence de troupes de la Forpronu à Srebrenica et aux frontières de la Serbie et du Monténégro», déclare le colonel Stjepan Siber, commandant en second de l'armée de Bosnie, dans une lettre ouverte aux négociateurs internationaux sur l'ex-Yougoslavie, Cyrus Vance et David Owen. Ce dernier a prôné hier des bombardements sélectifs de routes et de ponts en Bosnie pour couper les forces serbes de leurs approvisionnements.

«Si le gouvernement serbe de Belgrade ne cesse pas de lui-même ces approvisionnements, nous devons le faire nous-mêmes par voie aérienne et les isoler nous-mêmes», a-t-il dit dans une série d'interviews télévisées. «Je pense que la communauté internationale devra désormais envisager une action directe pour imposer des sanctions et ceci sera de loin la mesure la plus efficace.

«La question est de savoir si nous pourrions obtenir le soutien des Russes sur cette question. Elle implique l'adoption d'une résolution générale de l'Onu stipulant les mesures nécessaires pour interdire les approvisionnements», a-t-il dit. «Dans la pratique, on bombarderait des routes et des ponts en Bosnie-Herzégovine — pas en Serbie-Monténégro — on contiendrait le conflit dans les limites du champ de bataille actuel», a ajouté Lord Owen.

## Échec de la 5e mission de Caputo à Port-au-Prince

d'après AFP  
PORT-AU-PRINCE

■ La cinquième mission de M. Dante Caputo, médiateur international de l'Onu et de l'Organisation des États américains (OEA) pour Haïti, s'est achevée hier sur un échec, a reconnu le diplomate peu avant son départ de Port-au-Prince pour New York.

«Malheureusement nous n'avons pas eu de réponse positive au plan de règlement que nous avons présenté pour débloquer la crise haïtienne», a-t-il indiqué à la presse, précisant qu'il aurait des consultations avec le Secrétaire général de l'Onu dès aujourd'hui à New York, puis immédiatement après avec le secrétaire général de l'OEA.

Reconnaissant que la situation était «compliquée», le diplomate s'est cependant dit convaincu qu'on pouvait résoudre la crise «avec un esprit de coopération et de la volonté». Un diplomate a indiqué sous couvert de l'anonymat que la diplomatie américaine allait vraisemblablement entrer en action pour trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties, comme elle l'avait déjà fait après l'échec de la troisième mission de M. Caputo à Port-au-Prince à propos

de l'envoi d'une mission civile internationale ONUOEA, rappelant qu'un compromis satisfaisant sur les conditions de déploiement de cette mission tenant compte des observations des autorités civiles et militaires haïtiennes avait été trouvé en peu de jours grâce aux efforts de Washington.

### Aristide

M. Caputo, arrivé mardi dans l'île, y a rencontré le commandant en chef de l'armée, le général Raoul Cédras, et le chargé d'affaires des États-Unis, M. Charles Redman. Mardi, le premier ministre, M. Marc Bazin, a proposé un plan de règlement de la crise prévoyant dans un premier temps le rétablissement formel du président renversé Jean-Bertrand Aristide avant son retour au pays, une amnistie générale et la nomination d'un nouveau premier ministre par le président Aristide.

Lors de son intervention radiotélévisée, M. Bazin a averti M. Caputo qu'il ne coopérerait pas avec lui s'il venait «avec des menaces pour détruire le pays, le mettre sous tutelle ou imposer une solution», mais qu'il serait le bienvenu s'il venait «pour le bien du pays et pour proposer une solution durable».

## Les Palestiniens n'iront pas à Washington

d'après Reuter  
JERUSALEM

■ Fayçal Hussein, coordinateur de la délégation palestinienne aux pourparlers de paix avec Israël, a fait savoir hier aux États-Unis que les Palestiniens ne prendraient pas part à la nouvelle session de discussions qui doit se tenir à Washington le 20 avril, a déclaré son porte-parole.

Fayçal Hussein a transmis cette décision au consul général des États-Unis à Jérusalem-Est, Molly Williamson, à son retour du Caire hier. Il a ajouté que cette décision s'expliquait par le fait qu'Israël n'avait pas accepté de rapatrier les Palestiniens expulsés au Liban en décembre, de respecter davantage les droits de l'homme dans les territoires occupés et de fournir des garanties pour assurer la progression des négociations.

Les Palestiniens exigeaient précisément d'Israël la fin des expulsions, le retour des expulsés conformément à une résolution des Nations unies, de meilleures propositions en vue de l'autodétermination des territoires occupés et un assouplissement des conditions d'occupation de ces territoires, en préalable à toute reprise des pourparlers.

Quant aux parties arabes impliquées dans les négociations de paix avec Israël, elles ont entamé hier soir à Damas un âpre débat pour répondre d'une même voix à l'invitation des États-Unis de reprendre les pourparlers mardi à Washington. S'ils entendent ne

pas laisser sur le bord du chemin les Palestiniens, les ministres des Affaires étrangères de Syrie, de Jordanie et du Liban, passent pour favorables à une réponse positive à l'invitation américaine, déjà acceptée par Israël.

Si la réunion ministérielle de Damas, vraisemblablement appelée à se prolonger aujourd'hui, donnait raison aux Palestiniens, les perspectives de percée diplomatique récemment entraperçues s'en trouveraient hypothéquées et le secrétaire d'État américain Warren Christopher subirait un camouflet.

Mais les ministres arabes pourraient tout aussi bien suivre leur collègue égyptien Amr Moussa, présent à Damas. Bien qu'elle ne soit pas partie prenante aux pourparlers, puisqu'elle a déjà fait la paix avec Israël, l'Égypte s'est efforcée ces dernières semaines de renouer les fils du dialogue interrompu en décembre.

### Moubarak

Le président Hosni Moubarak a rencontré successivement ce mois-ci le président Bill Clinton, le chef de l'OLP Yasser Arafat et le premier ministre israélien Yitzhak Rabin. Après quoi il s'est dit optimiste sur la reprise des pourparlers dès mardi. Israël avait déclaré partager cet optimisme et annoncé des «gestes» si les Palestiniens reprenaient les négociations, mais ceux-ci ont affirmé hier après deux jours de tractations de dernière minute avec les États-Unis n'être pas satisfaits des

promesses et garanties reçues en échange de leur participation.

Yasser Abed-Rabbo, membre du Comité exécutif de l'OLP, duquel les négociateurs palestiniens avec Israël prennent leur ordre, a confié que, sur ces points, l'OLP «n'a pas reçu de réponses claires et concrètes». Il a souligné que l'OLP souhaitait le report seulement pour «une courte période» de la nouvelle session de pourparlers mais que le principe de la participation palestinienne au processus engagé solennellement en octobre 1991 à Madrid sous l'égide de Washington et de Moscou n'était pas remis en cause.

L'OLP, dont l'option modérée est contestée sur le terrain par les islamistes durs des territoires occupés qui font preuve d'une combativité croissante face à l'occupant, est tenue de prouver aux Palestiniens de Gaza et Cisjordanie que le dialogue porte des fruits. Or les rivaux de Yasser Arafat affirment le contraire, à commencer par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache qui a estimé que, «à s'en tenir aux déclarations et propos publics, il n'y a rien de nouveau dans la position israélienne».

### La contestation la plus féroce

Mais la contestation la plus féroce pour l'OLP vient des intégristes du mouvement Hamas, dont la branche militaire Kassam a exprimé son sentiment sur les

négociations en revendiquant un attentat à la voiture piégée contre Tsaïhal en Cisjordanie, qui a tué deux Arabes et blessé huit militaires israéliens. C'est le meurtre par Kassam de cinq soldats israéliens en décembre dernier qui avait amené Israël à expulser plus de 400 de ses sympathisants intégristes vers le Liban, provoquant la suspension des pourparlers.

Pour protester contre les perspectives d'une reprise des pourparlers alors que leur cas n'est toujours pas réglé, les Palestiniens expulsés, qui viennent de passer les quatre mois d'hiver dans un no man's land glacial entre lignes israéliennes et libanaises, avaient organisé hier une marche du «martyr». Il s'agissait de marcher, quel qu'en soit le risque, vers les positions israéliennes. Les tireurs d'élite, tankistes et artilleurs hébreux et leurs alliés libanais de l'ALS les ont tenus à distance à coups de semonce, blessant légèrement un des marcheurs à la poitrine.

Le Monde

Autres informations  
D14, D15 et D18

NOUVEAU!

CHEZ  
GERMAIN  
LARIVIÈRE

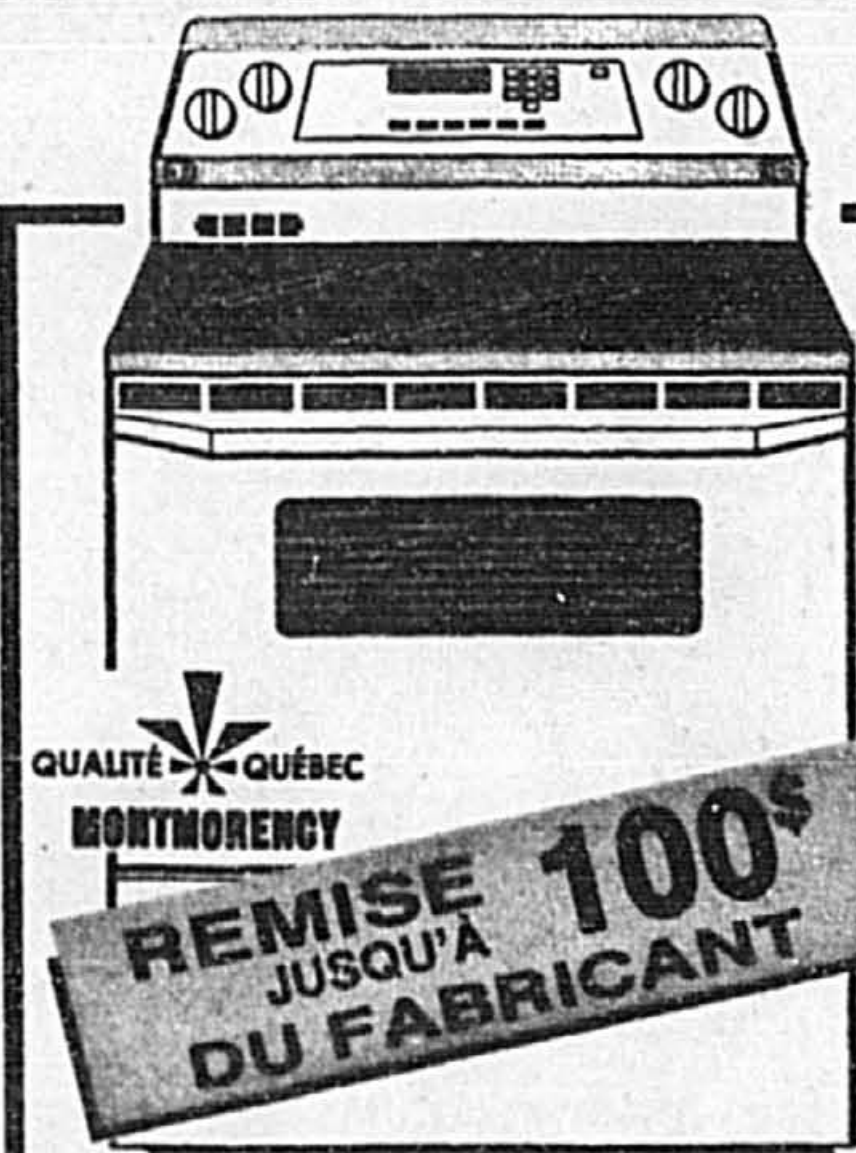
de  
STE-ROSALIE

LA GAMME COMPLÈTE DES  
APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS

KitchenAid

NE PAYEZ QU'EN  
OCTOBRE 1993  
SEULEMENT

25% D'ACCOMPTE APRÈS ACCEPTATION DU CRÉDIT



QUALITÉ QUÉBEC  
MONTMORENCY  
REMISE 100\$  
JUSQU'À  
DU FABRICANT

KitchenAid

CUISINIÈRES

- Design avant-gardiste et style encastré
- Four thermique / convection ou four uniquement thermique
- Pratiques commandes électroniques de four
- Intérieur de four garanti pour 10 ans



REMISE 100\$  
JUSQU'À  
DU FABRICANT

KitchenAid

RÉFRIGÉRATEURS

- Bacs à légumes et à viande Rolletrac\*
- Bacs à légumes et à viande Clearvue\*
- Commandes séparées de température pour réfrigérateur et compartiment congélateur
- Garantie 10 ans sur système scellé



REMISE 50\$  
JUSQU'À  
DU FABRICANT

KitchenAid

LAVE-VAISSELLE

- Utilisent 25% moins d'eau chaude
- Aucun prérinçage
- Paniers inférieur et supérieur utilisables à 100%
- Garantie complète 25 ans sur cuve et intérieur de porte en porcelaine Tridura\*

GERMAIN  
LARIVIÈRE

OUVERT LE LUNDI DE PÂQUES  
4060, boul. Laurier  
Sainte-Rosalie  
Montréal: 866-8691  
Extérieur de Montréal: 1-800-363-1336

# 25 % de rabais!

## Solde semestriel de collants fins Jockey For Her!

### Faites tiroir comble!

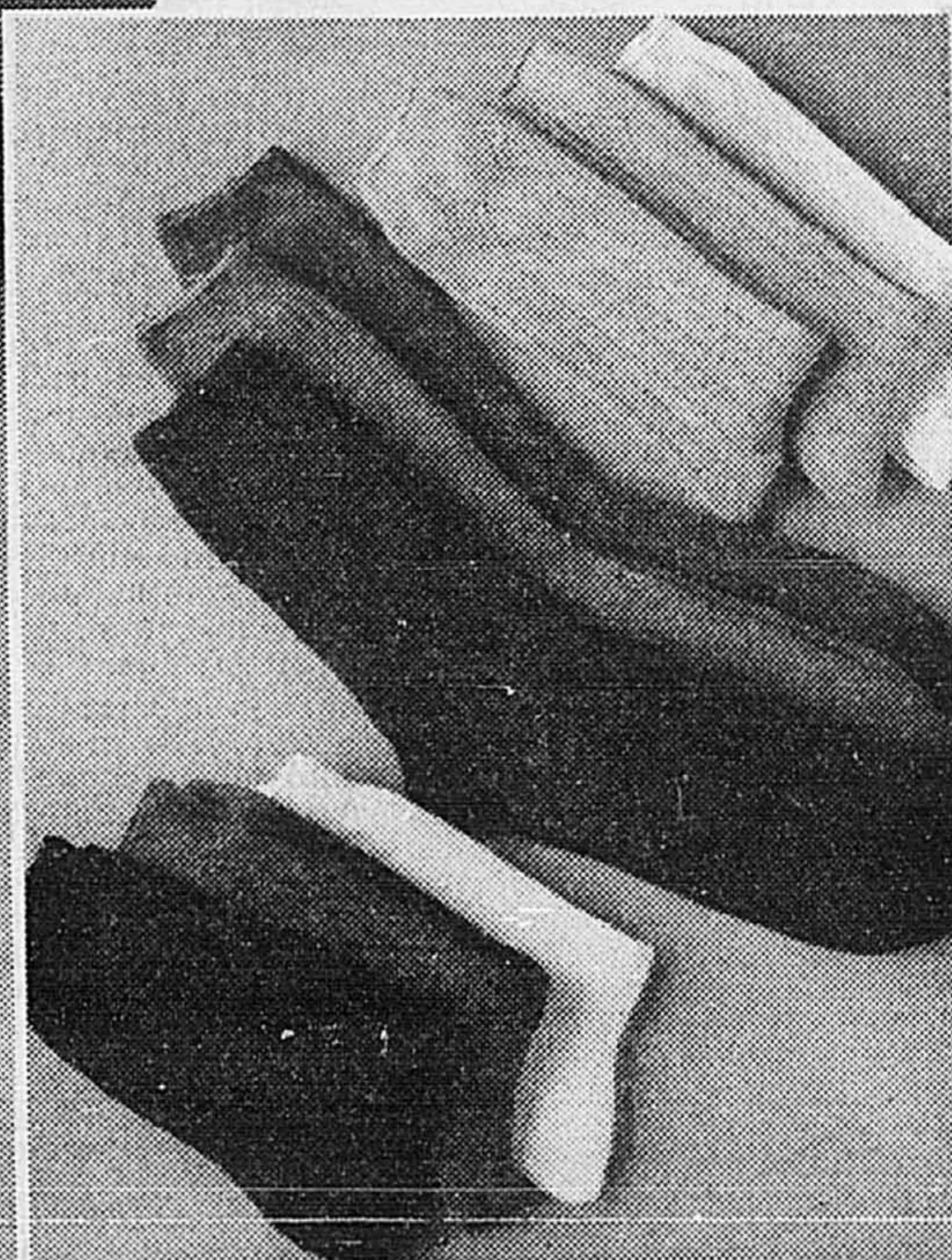
N'oubliez pas!  
Nos magasins  
sont ouverts  
le dimanche  
de midi  
à  
17 h!

**Dépareillés,  
vos bas  
de nylon?  
Vos favoris  
sont  
soldés,  
faites  
provision!**

Les collants fins diaphanes et confortables, ceux à culotte de maintien, les bas-jarrettières et les mi-bas. Ord. 4,50 \$ à 6,50 \$.  
Solde

**338 \$ à  
488 \$ ch.**

Magasins exceptés: Centre Laval et Place Versailles.



**Chaussettes  
Jockey  
For Her**

Posez le pied sur cette variété de couleurs et de modèles mode.  
Ord. 3,95 \$ à 7,95 \$.

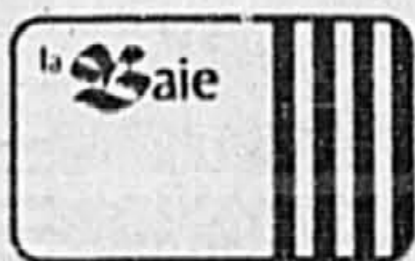
**Solde 2,96 \$ à 5,96 \$ la paire.**  
Chaussettes mode, rayon 225.  
Magasins exceptés: Centre Boulevard, Jardins Dorval, Centre Laval et Place Versailles



**En vigueur du lundi 19 avril au dimanche 2 mai!**

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX!

**LA BAIE**



Compagnie de la Baie d'Hudson